

**« L'EURO EST-IL SOUTENABLE ?
LE NOUVEAU TEST DE LA GRECE »**

Sommaire

Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica	7
<i>« Le nœud coulant »</i> par M. Jean-Michel Quatrepoint, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, journaliste économique	8
<i>« L'économie grecque, l'intégration européenne et l'euro »</i> par M. Olivier Delorme, écrivain et historien, ancien Maître de Conférences à Sciences Po	13
<i>« Comment la Grèce est passée de la capitulation à l'intransigeance »</i> par M. Thanos Contargyris, économiste, dirigeant de Dialogos Ltd, membre d'Attac Grèce	28
<i>« L'alternative de la monnaie parallèle »</i> par M. Dominique Garabiol, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, professeur associé à Paris 8	33
Conclusion de M. Jean-Pierre Chevènement	41
Débat	47

Mesdames, Messieurs, chers amis, je suis heureux de vous accueillir pour ce colloque intitulé : « *L'euro est-il soutenable ? Le nouveau test de la Grèce* ».

Nous avons déjà tenu plusieurs colloques et séminaires¹ sur le sujet de la monnaie unique. Nous avons aussi publié un numéro spécial sur « *Les scénarii de dissolution de l'euro* », sur la base d'une étude de Jacques Sapir², et plusieurs notes et études³ sur ce qui est pour nous une préoccupation constante. Dès le départ nous avons fait des réserves sur l'abandon par la France de sa souveraineté monétaire au Traité de Maastricht. Malheureusement, la suite a confirmé nos inquiétudes.

La Grèce est membre de l'Union européenne depuis 1981 ; elle a choisi la monnaie unique depuis 2001. Le problème se pose à nouveau : la Grèce a une dette d'environ 320 milliards dont les intervenants retraceront l'origine.

Pour en parler, j'ai le plaisir d'accueillir nos intervenants :

Nous commencerons par une intervention de Jean-Michel Quatrepoint, membre du conseil scientifique de la Fondation Res Publica, journaliste, économiste, essayiste, dont je signale le dernier ouvrage : « *Le choc des empires*,

¹ *La guerre des monnaies ?*, colloque du 28 avril 2014,
L'euro monnaie unique peut-il survivre?, colloque du 24 Septembre 2012,
Approches théorique et pratique d'une monnaie commune, Séminaire du 13 février 2012,
Quelles solutions pour le système monétaire international?, colloque du 14 novembre 2011,
Quel système monétaire international pour un monde multipolaire ?, colloque du 19 octobre 2009,
L'impact de la crise sur la stabilité de l'Euro, séminaire du 4 mai 2009,
Quel gouvernement économique de la zone euro ?, colloque du 18 février 2008,
L'avenir de l'Euro, colloque du 28 septembre 2005

² « *Les scénarii de dissolution de l'euro* », une étude de Jacques Sapir et Philippe Murer, avec la contribution de Cédric Durand, septembre 2013.

³ Parmi ces notes et études : « *Crise de l'euro : regarder les réalités en face* » par Jean-Michel Naulot, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, et « *Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro* » Par Jean-Michel Quatrepoint et Jean-Luc Gréau, membres du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica.

États-Unis, Chine, Allemagne : Qui dominera l'économie-monde ?» (éd. Gallimard/Le Débat, 2014).

Suivra une intervention de M. Olivier Delorme, écrivain et historien, ancien Maître de Conférences à Sciences Po, auteur de : « *La Grèce et les Balkans du Ve siècle à nos jours* »⁴, un livre très bien documenté, renseigné, qui apprend beaucoup de choses, y compris aux amis et connaisseurs de la Grèce. Je me suis beaucoup instruit en lisant le livre de M. Delorme et je vous le recommande.

Nous écouterons ensuite M. Thanos Contargyris, économiste, consultant, dirigeant de *Dialogos Ltd*, membre d'*Attac* Grèce, qui est proche de Syriza sans en être membre.

Enfin, M. Dominique Garabiol, membre du conseil scientifique de la Fondation Res Publica, professeur associé à Paris 8, banquier par ailleurs, présentera la proposition de la Fondation Res Publica.

Je laisse la parole à Jean-Michel Quatrepoint pour lancer le colloque.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Le nœud coulant

Je vais dérouler tous les éléments d'une tragédie grecque, avec ses ressorts financiers, juridique, politique, historique, mais Olivier Delorme développera davantage ce dernier point. Je pourrais ajouter une dimension religieuse, ayant entendu certains de nos amis allemands déplorer l'entrée de ce pays orthodoxe dans une Europe catholique et luthérienne !

Je commencerai par vous asséner quelques chiffres, ce dont je vous prie de m'excuser. La dette grecque est de 320 milliards d'euros, 175 % du PIB.

Il faut voir comment se répartit cette dette :

250 milliards sont détenus par des institutions publiques.

- Le mécanisme européen de stabilité (MES) : 142 milliards,
- des prêts bilatéraux par des États, notamment l'Allemagne et la France : 53 milliards,

⁴ « *La Grèce et les Balkans du Ve siècle à nos jours* », Olivier Delorme, éd. Gallimard, coll. Folio Histoire, trois tomes, 2013.

- le Fonds monétaire international (FMI) : 31 milliards,
- la Banque centrale européenne (BCE) : 25 milliards.

Restent 70 milliards d'euros qui sont dans des mains privées, essentiellement des banques, des compagnies d'assurance et des fonds de pensions grecs. L'engagement des établissements financiers européens – qui, en 2010, détenaient 128 milliards d'euros de dette grecque – n'est plus que de 12 milliards d'euros. En 2011-2012, on a fait un *cut off* de 115 milliards d'euros sur les financiers privés, soit entre 50 % et 70 % de la valeur nominale des emprunts. Ils ont abandonné une partie de leurs créances, mais comme ces créances avaient beaucoup voyagé sur les marchés, les pertes ont finalement été assez dispersées. Comme on a transformé le reste de la dette privée en dette publique, on avait sauvé les banques européennes (du moins l'espérait-on).

Il faut restructurer, « *postponer* » (différer) la dette grecque, nous dit-on... Oui, mais on l'a déjà fait pour les deux tiers ! On sait peu que sur les 250 milliards de dette détenus par les institutions publiques, 200 ont déjà bénéficié d'un moratoire. Ces 200 milliards d'euros, essentiellement des prêts bilatéraux des États européens et les prêts du MES, ont un différé de paiement des intérêts de dix ans et le remboursement du capital a été repoussé à échéance de trente ans.

Restent les prêts du FMI et de la BCE. Le FMI, de par ses statuts, ne peut pas accorder de moratoire et exige donc des remboursements réguliers des prêts (intérêts et capital). Or, le FMI a plutôt prêté à court et moyen termes. Les échéances de remboursement des prêts au FMI tombent donc régulièrement. C'est ainsi que le 9 avril le gouvernement grec a réussi à honorer une échéance de 459 millions d'euros, remboursés au FMI. Mais chaque semaine il y a quelque chose à rembourser. Au mois de mai la Grèce devra encore rembourser environ 767 millions d'euros au FMI et payer 320 millions d'intérêts. À cela s'ajoutent 2,8 milliards d'euros de bons du Trésor car l'État grec émet des bons du Trésor à très court terme pour faire face à ses remboursements au FMI et à la BCE. Depuis un certain temps, le gouvernement grec fait ce qu'on appelle de la « cavalerie », c'est-à-dire qu'il émet des bons du Trésor, à six mois généralement, souscrits par les banques et le système financier grec qui, lui-même, émet des obligations à court terme garanties par l'État grec (et d'ailleurs, *in fine*, par la BCE) ! C'est ainsi qu'en 2014 on a émis pour 50 milliards d'euros de bons du Trésor grecs qui viennent grossir la dette globale.

Que faire ?

Les Européens ont mis au point un système de « nœud coulant » : le MES (mécanisme européen de stabilité) octroie régulièrement à la Grèce les quelques milliards d'euros qui lui permettent de rembourser le FMI, voire la BCE... à condition que le gouvernement grec mène les réformes que l'Union européenne souhaite voir appliquer, faute de quoi le « nœud » se resserre et menace d'étrangler la Grèce.

Évidemment, l'arrivée au pouvoir d'Alexis Tsipras (Premier ministre) et de Syriza, a changé la donne. Mais on peut dire que Bruxelles et Berlin en font une question de principe.

Si, financièrement, le programme de Syriza comportait quelques mesures qui pouvaient prêter à discussion, la grande crainte de Bruxelles et de Berlin est en fait le risque de contagion. En effet, des élections vont avoir lieu en Espagne où Podemos⁵ a pris un peu la même place que Syriza face au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). D'autre part, un mouvement de centre droit, *Ciudadanos*, est en train de prendre une place intéressante et de grignoter le Parti populaire (PP). Les élections se tiendront donc dans le cadre d'un quadripartisme.

Parce que Berlin et Bruxelles veulent à tout prix éviter la contagion, on va exiger la poursuite des réformes, avec quelques aménagements à la marge, et amener Syriza et le Premier ministre Tsipras à « manger leur chapeau ».

Il est toujours facile de juger de l'extérieur mais je pense qu'Alexis Tsipras et Syriza ont fait une double erreur d'analyse :

D'abord, ils ont sous-estimé le poids de l'Allemagne et surestimé l'appui des pays gouvernés par les sociaux-démocrates. Ils n'ont pas compris qu'ils n'auraient aucun soutien, pas même de la part de la France, car l'Europe est allemande (c'est ma thèse), dominée par l'Allemagne, et ce que Mme Merkel souhaite est ce qui s'applique.

Ensuite, quand on dispose d'une force de dissuasion du faible au fort, il ne faut pas commencer par annoncer qu'on ne l'utilisera pas. À partir du moment où Alexis Tsipras dit : « Jamais nous ne sortirons de l'euro, nous voulons absolument rester dans l'euro » la force de dissuasion ne sert plus à rien. C'est

⁵ PODEMOS (« Nous pouvons ») est un parti politique espagnol fondé en janvier 2014 par des activistes de gauche issus des manifestations des indignés en 2011 et 2012. Ce parti a créé la surprise lors des élections européennes de mai 2014 en obtenant 8% des voix et cinq députés européens.

comme si la France annonçait qu'elle n'utilisera jamais la force de frappe dont elle dispose !

Le problème relationnel qu'il a pu y avoir entre le ministre des Finances, Yanis Varoufakis, et ses homologues me semble relever un peu du folklore. Sur le fond, le message est clair : si la Grèce veut rester dans l'euro, elle doit en payer le prix. Et on lui montre que la seule politique possible est celle qu'on applique déjà en Irlande, au Portugal, que les Espagnols se sont auto-appliquée et que la Grèce doit s'appliquer. C'est le fameux TINA (« *There is no alternative* ») de Margaret Thatcher.

Dans ce bras de fer, quelles sont aujourd'hui les marges de manœuvre de la Grèce ?

Financièrement, la priorité est de rembourser les emprunts au FMI, voire à la BCE (soit un peu plus de 50 milliards). Il faudrait transformer cette dette à court et moyen termes qui pose un problème pour boucler chaque fin de mois. On pourrait imaginer une sorte de moratoire ou trouver des personnes qui acceptent de se substituer au FMI, avec un taux d'intérêt qui serait négocié, de manière à donner à la Grèce le ballon d'oxygène dont elle a besoin pendant deux ou trois ans. En fait on pourrait transformer les échéances du FMI et de la BCE au cours des deux ou trois prochaines années, en les repoussant dans le temps. Mais on s'y oppose à Bruxelles comme à Berlin, parce que ce serait un mauvais exemple pour les autres pays.

Les marges de manœuvre ne sont pas énormes pour le gouvernement Tsipras.

On voit bien qu'il essaye de jouer sur les affinités que la Grèce peut avoir avec la Russie et le monde orthodoxe. Mais la Russie ne va pas racheter directement et massivement de la dette grecque. D'abord parce que la Russie rencontre elle-même des problèmes : même si le rouble est remonté depuis quelques semaines, la Russie a perdu environ 200 milliards de dollars sur ses réserves. En revanche, elle peut faire un geste pour faciliter les exportations agro-alimentaires et agricoles grecques. En même temps, si elle reprenait directement de la dette grecque, ce serait un *casus belli* avec l'Europe au moment où la diplomatie russe tente de trouver en Europe des relais qui soient moins liés au clan des Pays baltes, de la Pologne et des États-Unis.

Il est un pays qui ne connaît pas ces préoccupations, c'est la Chine ! Je lance cette idée : les Chinois pourraient parfaitement souscrire les quelques milliards d'euros nécessaires à la Grèce pour les prochaines années. Je note toutefois que le gouvernement Tsipras et Syriza ont fait une erreur psychologique en annonçant dans leur plan l'arrêt des privatisations, notamment la privatisation du Pirée. Les Chinois l'ont très mal pris car c'est pour eux une remise en cause d'accords conclus. Or on ne remet pas en cause les accords conclus entre des États souverains. Je crois qu'Alexis Tsipras et Syriza l'ont compris et renoncent finalement à remettre en cause ces accords du Pirée, importants pour les Chinois qui sont prêts à financer le projet, peu connu, d'une ligne de chemin de fer à grande vitesse reliant le Pirée à Budapest. Elle servirait à transporter les marchandises chinoises qui débarquent au Pirée jusque dans la *Mitteleuropa* et à acheminer vers la Chine des marchandises de la *Mitteleuropa* via Le Pirée. Il faut savoir, en effet, que les Chinois raisonnent toujours en termes de routes maritimes, ferroviaires, aériennes, d'infrastructures.

Donc, indiscutablement, il y a là un coup à jouer.

Je ne sais pas s'il est en train de se jouer mais les Chinois viennent de faire un mouvement stratégique majeur avec la Banque asiatique d'investissement (*Asian Infrastructure Investment Bank*, ou AIIB) qui menace l'hégémonie américaine. Les Anglais ont été les premiers à « trahir » les Américains : le gouvernement britannique de David Cameron a annoncé que le pays allait devenir un membre fondateur de la banque. Malgré la vive opposition des États-Unis, l'Allemagne, la France et l'Italie ont suivi la décision britannique en annonçant qu'ils cherchaient également à devenir membres fondateurs de la banque. D'autres pays de la région Asie-Pacifique, comme l'Australie, seraient sur le point d'annoncer leur participation.

Pourquoi les Chinois ne feraient-ils pas une banque de développement et d'investissement en Europe ? Nous avons besoin d'infrastructures que nous ne pouvons pas financer. Ils pourraient aider à financer les infrastructures européennes et si jamais la Grèce arrivait à trouver un financement pour les deux ans qui viennent, afin de faire face à ses échéances au FMI et à la BCE, une grande partie du problème serait résolu. Ensuite rien n'empêcherait qu'une partie de ce programme soit appliqué – effectivement il y a de nombreuses réformes à faire – mais ils auraient un ballon d'oxygène pendant les deux ans qui viennent.

Je vous remercie.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Finalement, le problème est assez simple puisqu'il s'agit de trouver un peu d'argent...

M. Delorme va prendre le problème par un autre bout, je crois. Il va nous parler de la Grèce, un petit peuple, comme il le dit dans son livre, mais un peuple qui a toujours su montrer beaucoup d'ingéniosité, beaucoup de courage, et qui, tout au long d'une histoire millénaire, a su lever l'étendard quand il le fallait.

OLIVIER DELORME

L'économie grecque, l'intégration européenne et l'euro

Merci, Monsieur Chevènement.

Un passé qui pèse lourd

Je vais tenter de vous présenter un historique de l'économie grecque et de vous expliquer pourquoi l'euro a joué un rôle déterminant dans la situation actuelle. Sans remonter au V^e siècle, je voudrais replacer cette situation dans le temps long et rappeler d'abord que la Grèce est un État jeune qui a mené une longue et très meurtrière guerre d'indépendance entamée en 1821. Cette indépendance a été acquise en 1830 dans un espace géographique, bien plus réduit que l'espace peuplé de Grecs, dont les frontières ont été fixées par un rapport de force entre l'ancien maître ottoman et les puissances (Angleterre, Russie, France) qui, après avoir (tardivement) aidé les Grecs, ont mis le nouvel État sous tutelle. Si bien que, durant un siècle, l'essentiel de l'effort national a été dirigé non vers le développement économique mais vers l'achèvement de la construction territoriale et l'émancipation, toujours imparfaite, de cette tutelle.

J'ajouterai que la Grèce est sortie de la Deuxième guerre mondiale dans un état de totale destruction parce que l'occupation allemande y a été une des plus

féroces et des plus destructrices en Europe. Quelques chiffres en donnent une idée. Durant le conflit, le pays a perdu entre 8 % et 9 % de sa population (1,5 % pour la France) ; en 1945, la production agricole est inférieure de plus de 50 % à ce qu'elle était en 1939 et la moitié des ouvriers et paysans sont au chômage ; 65 % des véhicules à moteur, 95 % du matériel roulant des chemins de fer, 70 % des ponts et plus de 50 % du réseau routier sont détruits ou inutilisables ; la circulation monétaire est passée de 24 millions à 68 milliards de drachmes de 1941 à 1944, et le litre d'huile de 50 à 400 000 drachmes. Une famine, inédite en Europe, résultat de la politique des trois occupants (allemand, italien, bulgare), a tué entre 250 000 et 300 000 Grecs. Les « Oradour » se sont comptés par dizaines (900 villages ont été totalement rasés, 500 autres en partie détruits).

Particulièrement rapide et massive, la Résistance s'est ordonnée autour du Parti communiste ; si bien que, au sortir de la guerre, la Grèce se retrouve l'enjeu d'un affrontement géopolitique qui la dépasse et qui, au drame de la Deuxième guerre mondiale, va ajouter celui d'une guerre civile (1947-1949)⁶.

⁶ Cette guerre civile trouve son origine dans la volonté de Churchill de restaurer un roi, Georges II de Glücksburg, totalement discrédité par son rôle à la tête de la dictature inspirée du fascisme, établie par un coup d'État en août 1936. Durant l'occupation, les agents anglais favorisent, par l'argent et les armes, les mouvements républicains qui, bon gré mal gré, acceptent de se rallier au roi, contre l'EAM/ELAS (Front national de libération/Armée populaire grecque de libération), de très loin le plus important et le seul présent sur tout le territoire. Ce mouvement, organisé autour du parti communiste (KKE), regroupe bien au-delà, jusqu'au centre-droit républicain et à certains secteurs de l'Église. Dès avant la Libération, la concurrence attisée par les Anglais tourne à plusieurs reprises à l'affrontement, tandis que Churchill bloque la formation d'un véritable gouvernement d'union nationale, les troupes anglaises ne débarquant en Grèce qu'après le retrait allemand. Fort de l'accord qu'il a conclu avec Staline en octobre 1944, qui attribue aux Anglo-Américains 90 % d'influence en Grèce, Churchill engage une première épreuve de force avec l'EAM/ELAS en décembre 1944-janvier 1945. Les Anglais s'appuyant alors sur les anciens collaborateurs, un climat de terreur blanche, dont les anciens résistants de l'ELAS sont la cible, s'installe dans le pays ; puis les élections législatives du 31 mars 1946 et le plébiscite sur le retour du roi du 1^{er} septembre sont massivement truqués. Le KKE transforme alors les groupes d'autodéfense d'anciens résistants en Armée démocratique (AD) et s'engage dans la guerre civile. Mais, face aux forces monarchistes puissamment armées par les Américains, l'AD n'obtiendra jamais qu'une aide limitée des « pays frères ». Si Staline trouve intérêt à gêner les Occidentaux en Grèce, il n'entend pas provoquer un conflit avec eux en remettant en cause son accord avec Churchill. L'AD sera finalement la

Au moment où l'Europe occidentale se relève et entame sa reconstruction, la Grèce s'enfoncé dans cette nouvelle tragédie qui alourdit encore le bilan du conflit : au moins 150 000 morts, 1000 villages supplémentaires détruits, 900 000 paysans suspects de sympathies pour la rébellion déplacés vers les banlieues des villes privées de tout équipement, 70 000 à 100 000 (ou plus) anciens résistants, conscrits ou citoyens soupçonnés d'être de gauche déportés dans des camps de concentration où règnent l'arbitraire, la torture, les violences de toutes sortes, 80 000 à 100 000 exilés vers les pays socialistes, tout cela dans un pays de 7,36 millions d'habitants en 1940.

Terrible épreuve, cette guerre civile génère des structures politiques qui vont perdurer jusqu'en 1974 (c'est alors seulement qu'est abrogée la loi d'exception du 27 décembre 1947 interdisant l'EAM et le Parti communiste). J'ai coutume de dire que, si la guerre civile commence en 1947 et si les exécutions capitales qui lui sont liées cessent en 1955, la dictature des Colonels (1967-1974) est le dernier acte d'un cycle d'affrontements politiques et sociaux amorcé par le coup d'État fasciste de 1936, qui résulte lui-même des effets particulièrement violents, en Europe du Sud-Est, de la crise du capitalisme américain de 1929.

Cette histoire politique extrêmement mouvementée fait que, au moment où l'Europe occidentale bâtit son État social dans une période de prospérité, la Grèce sort à peine d'un état de sous-développement. Elle en sort avec un régime autoritaire qui n'a guère plus que les apparences d'une monarchie parlementaire, laquelle connaît un très lent et imparfait processus de démocratisation de 1955 à 1965, avant de sombrer à nouveau dans la dictature, de 1967 à 1974. Du fait de cette structure autoritaire de l'État et de la privation de droits syndicaux qui en résulte, le développement du pays sera marqué par l'absence d'État social, la persistance d'inégalités bien supérieures à celles des sociétés d'Europe occidentale, et un impôt indirect pesant sur les plus modestes traditionnellement plus important que l'impôt direct faible et peu progressif.

D'autre part, les détenteurs du capital ont toujours préféré le commerce à la production ; parmi elles, les activités d'armement maritime étaient celles qui, en 1945, pouvaient redémarrer le plus vite dans un pays ruiné. Les armateurs, dont beaucoup s'étaient rangés du côté des Alliés et avaient perdu de nombreux navires, ont récupéré des *Liberty Ships* donnés par les Américains et des bateaux italiens confisqués au titre des dommages de guerre. La défiscalisation de

victime collatérale du conflit Staline-Tito, le secrétaire général du KKE choisissant le premier alors que l'essentiel de l'aide matérielle de l'AD était fournie par le second.

l'armement maritime décidée en 1945, souvent présentée comme un privilège fiscal, est en fait le résultat de cette histoire : dans un pays ruiné par l'occupation, il s'agissait de stimuler le secteur susceptible de repartir rapidement et de créer de l'emploi.

Quant à la propriété foncière, la Grèce a été, avec la France, un des pays d'Europe qui a réalisé la réforme agraire la plus complète. Plusieurs vagues de confiscation des grands domaines agricoles et de partage entre les petits paysans font qu'ils ont quasiment disparu après 1922-23. Cette réforme agraire transforme la Grèce en pays de petits propriétaires, ce qui explique en partie la résistance de la société grecque à l'impôt foncier – touchant un grand nombre de Grecs sans ressources suffisantes pour le payer –, qu'a voulu imposer la Troïka⁷. Alors que le « problème fiscal » de la Grèce tient d'abord à la sous-imposition des plus riches et à un problème de consentement à l'impôt, bien davantage que de fraude, face à un État qui a été trop souvent l'instrument d'un pouvoir étranger. Si bien que la nature de cet impôt foncier et la méthode même de la Troïka, consistant à faire du gouvernement, une fois de plus dans l'histoire grecque, l'instrument d'un pouvoir étranger aboutissent à renforcer l'idée que l'impôt est aussi injuste qu'illégitime et qu'il est donc légitime de vouloir lui échapper.

Dans les années 1950-1960, la Grèce connaît un développement économique extrêmement vigoureux. Premier ministre de 1955 à 1963, Konstantinos Karamanlis (qui sera le restaurateur de la démocratie en 1974) a pour mot d'ordre la prospérité : la Grèce affiche alors un taux de croissance de 6 % à 7 % par an, le troisième au monde derrière le Japon et l'Espagne ! Et cette croissance se fait dans la stabilité monétaire, avec le taux d'inflation (2 %) le plus bas d'Europe⁸ et un très faible endettement. Les capitaux étrangers représentent alors 50 % des investissements industriels (Pechiney pour l'aluminium ou Esso,

⁷ Commission Européenne, Banque centrale européenne (BCE), Fonds monétaire international (FMI). Cette Troïka a conditionné ses prêts à la Grèce à toutes sortes de « réformes » d'essence néolibérale. Elle est dotée d'une *Task force* qui, sur place, surveille la mise en œuvre de ces « réformes », le déblocage de chaque tranche de prêt étant subordonné à une « évaluation » qui fournit l'occasion de s'assurer de la docilité de l'exécutif grec.

⁸ Au total, le PIB par habitant (en dollars Geary-Khamis de 1990), passe de 2 560 en 1955 à 3 204 en 1960 et 3 912 en 1963, soit une croissance de 52,81 % durant les 8 années de pouvoir de Karamanlis, alors que l'Europe occidentale passe dans la même période de 6 391 à 8 550 (+ 33,78 %) et l'Europe du Sud de 2 528 à 3 412 (+ 34,97 %).

associé au Gréco-Américain Pappas, pour la pétrochimie...) et contrôlent, en 1970, le tiers des actifs industriels, cette proportion étant encore plus élevée dans les secteurs de pointe.

Mais, par rapport à l'Europe occidentale, la croissance grecque de cette période se caractérise toujours par son caractère aussi fortement inégalitaire. Il n'y a ni système général d'assurance maladie ou de retraite, ni allocations familiales, ni réelle assurance chômage... Et dans un régime qui reste autoritaire, où les syndicats – en tout cas ceux qui ne sont pas contrôlés par le pouvoir – sont hors-la-loi, alors que l'exode rural est important et que le développement industriel est insuffisant pour l'absorber, l'émigration constitue la soupape de sécurité qui permet de réguler les tensions internes. Plus d'un million d'hommes (à peu près l'accroissement naturel) quittent la Grèce entre 1950 et 1970, dont 80 % pour l'Allemagne, où cette main-d'œuvre à bas coût est un élément fondamental du « miracle allemand⁹ ».

C'est dans ce contexte d'une Grèce en évolution, mais qui reste très liée aux États-Unis – pour ne pas dire sous leur étroite dépendance –, que Karamanlis va chercher, dans les années 1960 puis après 1974, un contrepoids dans ce qui est à l'époque la Communauté économique européenne (CEE). Dans cette stratégie qui vise à desserrer l'étreinte de « l'ami américain », Karamanlis trouvera l'appui du général de Gaulle – comme on le voit dans les *Lettres, notes et carnets*¹⁰ –, un appui que Karamanlis a lui-même qualifié de décisif¹¹, et qui aboutit à la signature du premier traité d'association conclu par la CEE, le 9 juillet 1961. Puis le général de Gaulle accomplit un voyage triomphal en Grèce du 16 au 19 mai 1963.

⁹ Après le putsch des Colonels d'avril 1967, la RFA est ainsi le premier État européen à normaliser ses relations avec la junte.

¹⁰ Les *Lettres, Notes et Carnets* présentent, par ordre chronologique, une sélection de lettres familiales ou officielles, les télégrammes personnels ou gouvernementaux, les travaux, minutes, directives, billets, récits et brouillons divers écrits par le général de Gaulle. Les 13 tomes ont été publiés de 1980 à 1997 par les éditions Plon. Voir notamment la note du 27 septembre 1960, qui suit la visite de Karamanlis à l'Élysée du 12 juillet, vol. VIII, juin 1958-décembre 1960, Plon, Paris, 1985, p. 397 sq.

¹¹ Entretien accordé à Hélène Ahrweiler, à l'occasion du colloque international « De Gaulle en son siècle », in Institut Charles de Gaulle, *De Gaulle en son siècle*, tome 1, *Dans la Mémoire des hommes et des peuples*, La Documentation française/Plon, Paris, 1991, p. 45 sq.

La parenthèse de la dictature militaire interrompt cette évolution, l'accord d'association est suspendu.

Le processus reprend avec le retour au pouvoir de Karamanlis en 1974, lorsque la Grèce revient à la démocratie. Et là encore, l'appui de la France – à travers la très forte implication de Valéry Giscard d'Estaing – est déterminant pour permettre à la Grèce de signer son traité d'adhésion dans un délai record (28 mai 1979) et d'entrer dans la CEE le 1^{er} janvier 1981 (cinq ans avant l'Espagne et le Portugal).

Pour beaucoup de Grecs, l'adhésion à la CEE va de pair avec l'ancrage dans une démocratie normalisée, qu'ils n'ont plus connue depuis les années 1930. Mais géographiquement, la Grèce reste à part, à l'extrémité d'une péninsule, coupée de son arrière-pays par le rideau de fer balkanique qui s'y est abattu en 1947. Et pour beaucoup de Grecs, adhérer à la CEE c'est confirmer l'appartenance au « camp occidental », héritage de la guerre civile, alors qu'ils considèrent que l'OTAN (dont la Grèce et la Turquie sont devenues membres en 1952) a pris le parti de la Turquie lorsque celle-ci s'est emparée du tiers de Chypre en 1974. C'est notamment le cas du Parti socialiste panhellénique (PASOK), à l'époque très à gauche, neutraliste et hostile à l'adhésion à la CEE (hostilité légèrement majoritaire dans les sondages), lorsqu'il arrive au pouvoir après les élections législatives d'octobre 1981.

Économiquement, l'entrée de la Grèce dans la CEE va se traduire par des transferts financiers au titre du développement régional. Dans les années qui suivent l'adhésion, ils représentent 5 % à 6 % du PIB et vont jouer un rôle important dans le développement. Quiconque a connu la Grèce à la sortie de la dictature des Colonels et y retourne dans les années 1990 voit un pays qui a profondément changé – quelles que soient les déperditions dues au clientélisme ou à la corruption.

Mais, d'une part, ces transferts reviennent souvent dans les États contributeurs nets sous forme de commandes à de grandes entreprises¹² ; d'autre

¹² Alstom construit le métro d'Athènes, Bouygues et Systra celui de Thessalonique, l'allemand Hochtief Aktiengesellschaft l'aéroport Vénizélos d'Athènes, Vinci le pont Trikoupis au-dessus du golfe de Corinthe, des sociétés britanniques, françaises et allemandes l'autoroute entre l'Adriatique et la frontière turque ; il en va de même pour la modernisation de la voie de chemin de fer Athènes-Thessalonique (entreprises

part, peu après l'adhésion de la Grèce, la CEE change de nature, avec l'Acte unique (1986), le traité de Maastricht (1992), la création de l'OMC (1995). Or l'économie grecque est mal armée pour subir le choc que vont lui imposer la disparition de la préférence communautaire et du tarif extérieur commun au profit du libre-échange généralisé, puis la monnaie unique et ses dysfonctionnements.

La Grèce en souffrira plus que d'autres parce que son économie est plus faible, en partie en raison des choix économiques des années 1960, qui ont privilégié les industries lourdes : aciérie, pétrochimie, industrie extractive (comme la bauxite du Parnasse pour l'usine d'aluminium Pechiney), etc. Ces choix, à l'époque, ne sont pas très originaux et le gouvernement grec n'a pas fait preuve d'une particulière cécité. Mais le changement de contexte économique dans les années 1980 et l'ouverture de l'Europe à une concurrence non contrôlée rendent ces secteurs particulièrement vulnérables.

La deuxième explication de la fragilité de l'économie grecque réside dans l'importance des petites ou très petites entreprises (en 1985, 94 % des entreprises avaient moins de dix salariés) dans des secteurs traditionnels (habillement, agro-alimentaire...) qui seront frappés de plein fouet par l'ouverture non contrôlée des frontières européennes et par la politique que l'Union européenne (UE) va mener, à partir de 1990, en Europe de l'Est.

Comment la dette s'est-elle construite ?

Du fait des circonstances politiques déjà exposées, la Grèce n'a pas bâti d'État social après la guerre. Elle va donc le faire après le retour à la démocratie en 1974, et plus encore après l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981. Mais contrairement aux Européens de l'Ouest qui ont financé l'édification du leur durant les Trente Glorieuses, la Grèce le fait à contretemps, dans une période de crise mondiale provoquée par les chocs pétroliers de 1973 et 1978-1981, auxquels l'économie grecque est de surcroît très sensible puisqu'elle doit importer l'essentiel de son énergie. Cet effort de rattrapage social sera en grande partie financé par l'endettement, de même que l'effort de défense¹³ disproportionné imposé par l'état de tension entretenu par la Turquie (son

allemandes), les usines de traitement des déchets ou d'épuration des eaux de nombreuses villes...

¹³ Parmi les pays de l'UE, la Grèce est celui qui consacre à la défense le plus fort pourcentage de son PIB et, dans l'OTAN, elle n'est dépassée que par les États-Unis.

armée est cinq fois plus nombreuse) en Égée et à Chypre depuis 1974. Un effort qui, tout en profitant à l'Allemagne et à la France (la Grèce a été régulièrement le deuxième client de l'industrie d'armement allemande et le troisième de la française), a constitué un des principaux moteurs de la corruption.

De plus, après la fin des démocraties populaires en Europe de l'Est, au lieu d'y lancer un « plan Marshall » visant au développement du pouvoir d'achat et du marché intérieur, l'UE impulse des politiques néolibérales fondées sur de bas coûts salariaux et le démantèlement des protections sociales. Si bien que l'économie grecque qui, depuis 1974, a vu augmenter les salaires (même s'ils restent très inférieurs à ceux d'Europe occidentale) et les charges, du fait de la construction de l'État social, se retrouve en concurrence directe avec des voisins où le coût du travail est inférieur de 20 %, 25 % ou davantage. En conséquence, les investisseurs grecs vont se détourner de la Grèce pour privilégier l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (malgré les litiges politiques entre les deux pays, la Grèce devient le premier investisseur en ARYM et son troisième partenaire commercial), la Bulgarie, la Roumanie, auxquelles il faut ajouter la Turquie après la relative détente du début des années 2000.

Mais ce désinvestissement et la désindustrialisation qui résulte de l'impossibilité, pour les industries traditionnelles – de petite taille et faiblement capitalisées – de se moderniser et de supporter la concurrence de ces voisins à bas coûts, creusent à leur tour un déficit commercial qui sera, lui aussi, financé en dernier ressort par la dette.

Enfin, durant la même période, les transferts européens, désormais en partie redirigés vers l'Europe de l'Est, diminuent régulièrement de 5 à 6 % du PIB dans les années 1980 à 3,55 % en 2008.

Si l'on veut résumer, les grandes phases contemporaines d'endettement de la Grèce sont les suivantes :

Très faiblement endettée avant 1967, la Grèce a vu sa dette multipliée par quatre en sept ans, du fait de la gestion calamiteuse et clientéliste des Colonels : durant la même période, l'inflation qui était la plus faible d'Europe sous Karamanlis (2 %) devient la plus forte (30 % en 1973).

À partir de 1980-1981, entrée de la Grèce dans la CEE, la dette passe de 22,9 % du PIB à 47,8 % en 1985, 79,6 % en 1990 et 111,6 % en 1996. Cette hausse s'explique à la fois par la construction de l'État social à contretemps du cycle économique mondial, la sous-fiscalisation du capital et des revenus des plus riches, les dépenses d'armement, la baisse des transferts européens, le coût

d'une « grande corruption » liée à ces dernières et à divers contrats dont les sociétés occidentales corruptrices et les politiques corrompus sont les principaux bénéficiaires – le surcoût étant supporté par le contribuable grec.

La troisième phase est liée à l'euro.

Pourquoi l'euro a-t-il joué un rôle particulièrement délétère sur l'économie grecque ?

Avant d'en venir aux effets de l'euro sur l'économie grecque, je voudrais faire justice de l'accusation de fraude, si souvent répétée, qui aurait permis à la Grèce d'y être admise.

La Grèce est recalée en 1999, au moment où les pays qui veulent entrer dans la monnaie unique sont qualifiés, mais elle est « repêchée » au Conseil européen de Santa Maria da Feira en juin 2000. Entre-temps, le gouvernement grec a conduit une politique d'austérité – dont tout le monde reconnaît la vigueur. Si bien que les efforts consentis et les résultats obtenus justifient l'admission : le taux d'inflation, fort depuis les années 1970, est ramené à 1% ou 2 % au-dessus de la moyenne européenne et, pour la première fois, la dette est réduite, de 111,6 % à 100 % du PIB.

Certes, des contrats *swap* de Goldman Sachs¹⁴ ont permis de diminuer les déficits l'année de la qualification en aliénant des ressources futures, ce qui n'est pas de bonne gestion mais qui était alors autorisé par les règles européennes. Au demeurant, seuls le Luxembourg, l'Irlande et le Danemark (ce dernier ayant décidé de conserver sa monnaie nationale) remplissaient les conditions pour entrer dans l'euro. Et tous les autres États ont alors fait preuve d'inventivité comptable : en France, le gouvernement Juppé a fait baisser le déficit en

¹⁴ Ces produits permettent d'obtenir des liquidités en échange de l'abandon de recettes futures (loto, taxes d'aéroport...), mais « techniquement » ils ne constituent pas un emprunt, ne rentrent pas dans le calcul de la dette et les intérêts qu'ils portent n'apparaissent pas au budget. Voir notamment : Andrés Allemand, « Goldman Sachs a camouflé la dette de la Grèce. Puis parié sur sa faillite », *La Tribune de Genève*, 16 février 2010. D'après le *New York Times* et *Der Spiegel*, la banque, dont le vice-président international chargé de l'Europe se nommait alors Mario Draghi, aurait gagné 300 millions de dollars sur cette opération.

intégrant aux recettes la soulte des retraites de France Télécom¹⁵, une ressource non renouvelable ; en Italie, le gouvernement Prodi a créé un impôt remboursable les années suivantes ; en Allemagne, le gouvernement Kohl a sorti du déficit public celui de la *Treuhandanstalt*, chargée de privatiser l'industrie est-allemande, et qu'il n'y avait aucune raison de ne pas comptabiliser.

Plus que d'une fraude, la qualification de la Grèce a probablement été le résultat d'un marché politique. Six mois avant le Conseil de Feira qui admet la Grèce dans l'euro, le gouvernement de Konstantinos Simitis a levé le veto à l'intégration de la candidature turque au processus d'élargissement de l'UE. Il a aussi renoncé à la saisie d'avoirs allemands en Grèce autorisé par la Cour de cassation d'Athènes afin d'indemniser des victimes de l'occupation nazie, Berlin refusant de leur verser les sommes allouées par les juridictions grecques. J'ajouterai qu'à l'époque tout le monde voyait l'inconvénient symbolique à laisser la Grèce en dehors de l'euro, tandis que personne ne distinguait de risque à l'y admettre en raison du faible pourcentage du PIB et de la dette grecs dans ceux de la zone euro (2,1 % et 4,5 % en 2008).

Quant à la période qui suit l'entrée dans l'euro, l'appréciation du taux de change de 2000 (0,82 dollar en octobre) à la crise de 2008 (1,60 dollar en juillet) a littéralement étouffé l'économie grecque, dont Jacques Sapir a estimé que, en fonction de ses structures et de ses performances, elle avait besoin d'un taux de change de 0,90 dollar au maximum – soit une surévaluation de plus de 75 % en 2008. Aucune économie, nulle part, jamais, ne peut résister à pareille distorsion entre économie réelle et taux de change de sa monnaie. Notons de surcroît que, si l'euro s'est récemment déprécié, la chute de plus de 25 % du PIB grec, du fait des violents programmes de déflation imposés par l'UE et le FMI, aboutit à ce que, aujourd'hui, la Grèce aurait besoin d'un taux de change de l'ordre de 0,7 à 0,8 dollar, alors que l'euro est autour 1,10 – soit une distorsion équivalente, ou pire.

Les effets de cette surévaluation sont d'autant plus ravageurs que la Grèce fait 65 % de son commerce extérieur hors de la zone euro. Or, dans un système de libre-échange généralisé, sans écluse douanière, l'euro fort permet d'importer depuis des pays à très bas coût de main d'œuvre des produits qui arrivent sur le

¹⁵ La soulte de 37,5 milliards de francs versée par France Télécom à l'État français avait permis à la France, en 1997, de ramener le déficit budgétaire en deçà de 3 % du PIB pour satisfaire aux critères du traité de Maastricht.

marché grec moins chers que s'ils étaient produits sur place. C'est ainsi qu'aujourd'hui, les épiceries grecques vendent très souvent de l'ail chinois ou des citrons argentins ! Ceci a entraîné des difficultés grandissantes pour l'agriculture : la balance agricole grecque, positive quand la Grèce est entrée dans la CEE, est aujourd'hui largement déficitaire. L'euro et la faiblesse de filières agro-alimentaires valorisant les produits grecs et leur commercialisation à l'intérieur de l'UE – leur développement aurait constitué une aide bien plus efficace que des prêts dont le seul effet est d'ajouter de la dette à la dette –, ont ruiné de nombreux agriculteurs grecs. Déjà très fragilisés par la baisse de la consommation intérieure due à la paupérisation massive de la population consécutive aux politiques européennes, ceux-ci ont aussi souffert gravement des sanctions européennes contre la Russie, lesquelles ont entraîné, en retour, un boycottage des produits agricoles européens – dont beaucoup venaient de Grèce.

Parmi les secteurs sinistrés par l'euro, figure également le tourisme devenu, dans les années 1960, une des trois sources principales de devises (avec la flotte et, à l'époque, les transferts des émigrés). Il a en effet été largement handicapé pendant une décennie par le taux de change de l'euro. À peu de distance de la Grèce, les tour-opérateurs offraient des séjours en Turquie, en Tunisie et en Égypte, pays à monnaie faible et à protection sociale minimale, à des prix beaucoup plus attractifs que les prix grecs libellés en euros. De surcroît, les sanctions européennes contre la Russie ont eu, là aussi, des effets négatifs : les vacanciers russes étant devenus, ces dernières années, un des principaux contingents de touristes en Grèce, la chute du rouble a provoqué la faillite de plusieurs gros tour-opérateurs russes qui, ayant été payés en avance par leurs clients (au prix calculé sur le taux de change du rouble avant la baisse), n'ont pu régler les prestataires grecs en fin de saison, laissant ainsi de nombreuses nuitées impayées. Enfin, l'effondrement des revenus dû aux politiques européennes dites de rigueur a entraîné un effondrement du tourisme intérieur.

De surcroît, l'impossibilité de réajuster les taux de change à l'intérieur de la zone euro (ce qui serait possible dans le cadre d'une monnaie commune) entre des économies aux contraintes différentes et aux trajectoires divergentes a enrichi les riches et appauvri les pauvres, dont la Grèce fait partie. L'euro a ainsi contribué à creuser le déficit commercial grec en donnant un avantage concurrentiel aux produits allemands qui auraient été plus chers si le mark – ou l'euro-mark dans le cadre d'une monnaie commune – s'était réévalué, alors que

les exportations de la Grèce vers le reste de la zone seraient devenues plus compétitives si la drachme, ou l'eurodrachme, avait dévalué : la décennie qui suit l'entrée dans l'euro voit nombre de Grecs acheter – à crédit – des berlines ou des 4x4 allemands.

Car en même temps que l'euro étouffait l'économie grecque, l'appartenance à une même zone monétaire entraînait l'alignement à la baisse des taux d'intérêt grecs sur les taux allemands : les premiers, qui étaient supérieurs aux seconds de 3 % en 1997, ne l'étaient plus que de 0,1 % en 2005. Or cette baisse a joué, sur l'économie grecque, un effet comparable à celui de la morphine. Dans un pays pauvre où, traditionnellement, l'acheteur payait comptant et en liquide (le chèque et la carte de crédit sont d'un usage récent et limité), les ménages grecs¹⁶ ont compensé par l'emprunt l'effet sur leur pouvoir d'achat des politiques de rigueur et de modération salariale imposées pour satisfaire aux conditions d'entrée dans l'euro. Ce phénomène a été inconsidérément encouragé par un marketing agressif des banques (dont plusieurs sont alors la propriété de groupes français) comme par le gouvernement¹⁷, si bien que l'endettement des particuliers s'est accru à un rythme annuel (le plus élevé de l'eurozone après l'Irlande) de 25 % à 30 %. Et les faibles taux d'intérêt dus à l'euro qui contribuaient à rendre cet endettement artificiellement indolore ont généré l'apparition d'un surendettement jusque-là inconnu dans le pays.

Quant à l'endettement public, qui avait diminué avant l'adhésion à l'euro, il augmente de nouveau avec l'effort d'équipement lié aux Jeux olympiques de 2004¹⁸ et un accroissement de 35 % des commandes d'armement sous le

¹⁶ En 2004, l'endettement privé est de 4 659 euros par habitant en Grèce, contre 11 147 en France, 12 370 en Espagne, 18 838 en Allemagne, 25 951 au Royaume-Uni ou 39 794 au Danemark. Didier Vavydoff, Grégoire Naacke, *L'Endettement des ménages européens*, Observatoire de l'épargne européenne, août 2005, site Internet www.banque-france.fr

¹⁷ Notamment la déduction des impôts de 15 % des intérêts des prêts en 2002, de 20 % en 2005.

¹⁸ Et la corruption qui y est liée. Champion toutes catégories de la corruption en Grèce (on estime à près d'un milliard d'euros les pots-de-vin versés en dix ans dans de nombreux marchés civils et militaires), l'Allemand Siemens vend notamment un coûteux système de sécurité qui ne fonctionnera jamais.

gouvernement conservateur de Konstantinos Karamanlís¹⁹ (2004-2009). De sorte que la Grèce se trouve soumise à la procédure de déficit excessif prévue dans les traités européens (alors que la France et l'Allemagne s'étaient entendues pour s'y soustraire en 2003) entre 2005 et 2007. Ayant satisfait, à cette date, aux exigences européennes, elle accroît cependant de nouveau son déficit, comme tous les États européens, afin de lutter contre les effets de la crise américaine des *subprimes* et de relancer son économie : à la fin 2008, la dette grecque atteint de nouveau les 110 % du PIB.

Lorsque la dette était déjà parvenue à ce niveau, dans les années 1990, la Grèce disposait de sa souveraineté monétaire et du contrôle de sa banque centrale ; elle avait donc les moyens de casser une éventuelle attaque spéculative. Et c'est bien l'impossibilité de dévaluer, de monétiser une partie de sa dette et de faire de l'inflation pour en réduire la valeur réelle, qui rend le gouvernement grec impuissant lorsque la spéculation se déchaîne, après la victoire des socialistes du PASOK aux élections législatives d'octobre 2009 : d'un peu plus de 220 milliards d'euros et environ 100 % du PIB en 2006, la dette passe à 328 milliards et 142,8 % en 2010... 317 milliards mais 177 % du PIB en 2014, la stratégie du choc appliquée à la Grèce depuis cinq ans ayant fait chuté de plus du quart la richesse du pays (situation pire que celle des États-Unis au plus profond de la Grande Dépression des années 1930).

Car dès lors qu'il n'avait plus la maîtrise de sa monnaie, et qu'il refusait d'envisager de quitter l'euro, le gouvernement socialiste de Georgios Papandréou s'est trouvé contraint de solliciter « l'aide » de ses partenaires européens et de se soumettre au *Diktat* d'une « Troïka » composée du FMI, de la BCE et de la Commission européenne. Mais cette « aide », conditionnée à l'application de réformes néolibérales, déclenche une spirale déflationniste qui aboutit à un chômage et à une paupérisation de masse, à une crise sociale et humanitaire sans précédent, mais aussi à une crise démocratique. À Cannes, en novembre 2011, le Premier ministre grec se voit humilié par la chancelière allemande et le président français qui lui « interdisent » de consulter son peuple par référendum sur les mesures exigées par la Troïka. Démissionnaire, il sera

¹⁹ Premier ministre de 2004 à 2009, neveu de son homonyme (cf. *supra*) qui fut Premier ministre (1955-1963 et 1974-1980) puis président de la République (1980-1985 et 1990 -995).

remplacé par un banquier non élu (Loukas Papadimos) qui nommera, pour la première fois depuis la chute de la dictature, des ministres d'extrême droite²⁰.

Au-delà, le chantage à l'euro permet à la Troïka de violer l'État de droit en imposant aux pouvoirs réguliers des mesures anticonstitutionnelles. Il permet aussi de violer le droit d'amendement des députés, qui est un des fondements de la démocratie parlementaire. La Troïka impose en effet, sous menace d'un arrêt des crédits, l'adoption par le Parlement de plusieurs mémorandums comprenant chacun des centaines de pages, transmis quelques jours avant les débats, souvent en anglais, à des députés qui n'ont le droit que de voter, selon la procédure d'urgence, sur un article unique de quelques lignes entraînant l'adoption de toutes les mesures contenues dans le mémorandum.

Quant au *haircut*²¹ du début 2012, il ne réduit nullement le poids de la dette puisque l'allègement opéré est inférieur aux nouveaux prêts que la Grèce doit contracter auprès du FMI et des organismes européens pour payer ses échéances et recapitaliser ses banques dont le bilan se trouvait considérablement dégradé par la décote... et dont les groupes français se désengageaient. Il a donc surtout permis de faire passer le risque de la dette grecque des détenteurs privés aux États européens.

Les élections du 25 janvier 2015 ont profondément changé la donne politique en Grèce, mais l'euro et ses logiques demeurent. Pour ma part, je pense que si la coalition au pouvoir, regroupant gauche radicale et souverainistes issus du parti conservateur, ne remet pas en cause la monnaie unique, elle se condamne à ne pouvoir changer, hors quelques aménagements plus ou moins symboliques, la politique économique qui a plongé le pays dans une dépression sans fin et sans

²⁰ Il s'agit du parti « Alerte populaire orthodoxe », dont l'acronyme (LAOS) signifie « peuple ». Discrédité par sa participation au gouvernement Papadimos, le LAOS sera éliminé du Parlement lors des élections législatives de 2012, alors qu'y entre le parti néonazi Aube dorée, résultat d'une perte de repères d'une partie de l'électorat due à la violence des politiques de la Troïka.

²¹ À la suite d'une longue négociation, la plupart des créanciers privés acceptent une opération d'échange de leurs titres de dette contre de nouveaux dont la valeur faciale est inférieure de 53 %, dont le délai de remboursement est allongé à trente ans et le taux d'intérêt réduit. Si bien que la décote est d'environ 70 %, voisine de celle à laquelle se traitent alors les titres grecs sur le marché secondaire – sans que les plus-values tirées par les détenteurs de ces titres dans leur spéculation contre la Grèce n'aient jamais été évaluées.

issue ; elle se condamnerait aussi à un échec qui pourrait ouvrir la voie à des aventures aux conséquences imprévisibles.

Je vous remercie.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, M. Delorme.

Ce que vous venez de décrire est un cas d'école de la monnaie unique dont on voit bien le vice de conception, le péché originel, puisqu'elle s'applique à des pays très différents.

Au départ c'est très agréable : grâce à un euro surévalué les Grecs peuvent acheter des BMW ou des Audi à un prix abordable, en bénéficiant de taux d'intérêt remarquablement faibles. Mais cela ne dure qu'un temps, jusqu'à ce que le « nœud coulant » se mette en place.

J'ajoute que les banques, notamment françaises mais aussi allemandes, qui ont prêté à la Grèce vont utiliser le premier plan d'aide à la Grèce pour se dégager. Aux banques va se substituer le contribuable. En effet, derrière les institutions financières qu'a citées Jean-Michel Quatrepoint (prêts bilatéraux, Fonds européen de stabilité financière, Banque centrale, FMI), il y a le contribuable des États respectifs. Je rappelle que la contribution nette aux institutions européennes est d'un peu moins de 25 milliards d'euros pour l'Allemagne et d'environ 20 milliards d'euros pour la France. Les chiffres de la participation au capital de la Banque centrale sont du même ordre.

Maintenant la Grèce est prise au piège.

Je vais demander à M. Contargyris de nous décrire la situation et l'état d'esprit qui prévaut aujourd'hui en Grèce.

On a dit tant de bien de l'euro et l'euro était si agréable au départ que les Grecs ne sont pas prêts à endurer les sacrifices qu'exigerait une sortie de la zone euro. Ils veulent donc garder l'euro. Mais, en même temps, ils voudraient que les Européens consentent la remise de leurs dettes. Il ne faut pas oublier que la contrepartie des dettes grecques ce sont des créances européennes, les créances des contribuables, c'est-à-dire des États. On comprend que les États ne sont pas

très pressés de rentrer dans un schéma de remise de dette qui pourrait faire école.

THANOS CONTARGYRIS

Comment la Grèce est passée de la capitulation à l'« intransigeance »

Je vous remercie de m'avoir invité.

Les exposés qui ont précédé ont bien décrit comment s'est créée la dette. J'apporterai simplement quelques éléments de précisions.

Il a été dit qu'une remise de dette très importante a déjà été faite il y a quelques années. Il faut savoir que cette remise de dette portait sur 200 milliards et qu'il y a eu une remise effective de 100 milliards d'euros. On dit rarement que ces 100 milliards venaient principalement des fonds de pensions grecs, des banques grecques et des banques chypriotes. Une quinzaine de milliards venaient des banques européennes qui avaient au départ une exposition de 180 milliards d'euros. Donc le fait que les banques européennes ont déjà payé dans cette affaire n'est relativement pas fondé par l'observation plus minutieuse de la manière dont le PSI s'est passé. C'est un premier élément que je voudrais apporter en correction à ce qui a été dit précédemment. Pour tout le reste c'est effectivement ce qui s'est passé.

Le deuxième élément de précision concerne la manière dont la dette grecque s'est constituée. Son évolution a fait l'objet de beaucoup d'analyses. On peut s'étonner que ce qui a paru normal pendant vingt ans devienne soudain insupportable. À la fin des années 1990 la dette grecque était montée à 110 % du PIB, elle a ensuite été ramenée à 100 % du PIB, niveau où elle est restée pendant dix ans. Et il ne se passait rien. Il a fallu la crise de 2008 pour qu'une baisse soudaine des recettes, alors que le rythme des dépenses de l'État était maintenu, fasse passer la dette de 100 % à 129 % du PIB en moins d'un an. Le résultat fut une attaque en règle des marchés financiers qui refusaient de prêter, si ce n'est à des taux d'intérêt très élevés, à un pays qui avait atteint le taux

pharamineux de 129 % de dette. Derrière cet argument il y avait des intérêts et une spéculation :

- Des intérêts privés en quête de financement voulaient montrer aux investisseurs qui avaient abandonné les placements privés pour aller sur des obligations que toutes les obligations n'étaient pas également sûres et solides.
- Un jeu spéculatif a enrichi des spéculateurs par l'achat avant l'attaque et la revente après d'assurances sur la dette grecque qui ensuite ont servi d'indicateurs pour montrer qu'il était très dangereux d'investir dans la dette grecque.

Finalement, la Grèce se trouvait devant l'impossibilité de trouver les sommes nécessaires pour faire rouler les emprunts qu'elle avait déjà contractés. De plus, en 2009 le déficit de l'État atteignait 15 % du PIB et la balance des paiements affichait également un déficit de 15 %. Dans une telle situation, si la Grèce avait voulu abandonner l'euro et se doter de sa propre monnaie, elle aurait pu se débarrasser de sa dette mais elle se serait complètement écroulée car elle se serait trouvée dans l'impossibilité de financer les salaires des fonctionnaires, les retraites, les médicaments et la nourriture. La situation était sans issue.

J'ai rappelé cette évolution pour qu'on se rende compte que la France, avec un taux de dette à 100 %, est vulnérable, à la merci d'un retournement des marchés. En effet, j'entends trop souvent dire que ce qui s'est passé en Grèce ne pourrait pas arriver en France. L'exemple grec doit nous inciter à la vigilance.

La Grèce a subi pendant cinq ans une politique d'austérité sans commune mesure avec l'austérité qu'on dénonce en France : 25 % de récession, 27 % de chômage (en étant parti de 8 %), 35 % de perte de salaires en moyenne, 30 % de pauvreté et 50% à 60 % de chômage des jeunes, sans compter l'augmentation des inégalités. On a réussi, à travers une politique « exemplaire », à mettre un pays à genoux. Un drame social, humanitaire et une économie détruite, comme si elle avait été bombardée pendant quatre ans chaque jour, c'est la situation où se trouve la Grèce.

Face à cela, au cours de cette période, le peuple grec a été amené à faire un certain nombre de choix. En 2008, un gouvernement conservateur a passé la « patate chaude » à un gouvernement socialiste, lequel ne s'est pas tout de suite rendu compte de la situation. Il a cru, à tort, pouvoir compter sur la solidarité de l'Internationale socialiste, dont Papandréou était le président, et sur les

solutions que pouvait apporter Dominique Strauss-Kahn. Mais celui-ci a disparu du paysage quelques mois trop tôt pour que la Grèce puisse bénéficier de ce qu'il aurait éventuellement pu faire. Résultat : à Nice, fin 2011, Papandréou prononce le mot « référendum »... qui entraîne son assassinat politique dans les vingt-quatre heures ! Le nouveau gouvernement sera fait de gens plus « sérieux » : de technocrates et de banquiers. À l'approche des élections qui suivront, en 2012, les opposants conservateurs font campagne contre les mesures d'austérité et s'engagent à tout changer (mais quand ils arriveront vraiment au pouvoir le ton changera et ils déclareront qu'il n'y a pas d'autre solution). Le message passe, ils franchissent un premier cap aux élections de janvier, mais faute de coalition, ils ne peuvent pas gouverner. Ils réussiront à faire une coalition pour remporter les élections de juin. Les électeurs grecs subissent alors une pression inimaginable. Jamais on n'avait vu autant d'interventions, d'ingérences. Les médias allemands ou financiers font leur couverture en grec pour dissuader les Grecs de prendre une « mauvaise décision » qui les mènerait à la catastrophe ! François Hollande, qui vient d'être élu, intervient à une heure de grande écoute pour avertir : Vous êtes morts si vous choisissez une autre voie que celle qui a été avalisée par l'Allemagne !

Et les Grecs se sont soumis... et ils ont souffert encore pendant un an et demi.

Le même scénario de la peur s'est répété lors des dernières élections. Malgré cela, le résultat n'a pas été celui qui était attendu

C'est pourquoi il faut relativiser les sondages selon lesquels les Grecs seraient prêts à tout pour conserver l'euro. L'euro, oui, mais jusqu'à un certain prix. C'est le point de rupture où se trouve aujourd'hui la Grèce.

J'ai rappelé cela pour vous donner le cadre politique et montrer comment les équilibres ont changé. Un petit parti qui était au départ à 4 %, est monté au cours de cette période à 15 %, 25 %, 35%. Dans le gouvernement actuel on a fait entrer des gens qui venaient du centre gauche, du PASOK et des membres du parti conservateur ANEL²². On a présenté ces derniers comme d'odieus fascistes mais ils n'ont absolument aucun rapport ni avec les nazis de l'Aube dorée²³, ni même avec le FN qui fait 25 % des suffrages en France. Ce gouvernement comporte donc des gens de droite, des écologistes, des gens de la société civile et des personnalités comme Yanis Varoufakis, ministre des Finances, ou Nikos

²² *Anexártiti Éllines*, abrégé en AN.EA. ou AN.EL), parti de droite souverainiste, né le 24 février 2012 d'une scission de la Nouvelle Démocratie.

²³ *XA(Χρυσή Αυγή)*, ou Association populaire – Aube dorée, parti d'extrême droite.

Kotzias, Ministre des Affaires étrangères, qui ont été choisis, non pas parce qu'ils étaient encartés au Syriza (ils ne l'étaient pas), mais parce qu'ils avaient quelque chose à offrir au pays. Bien que les Grecs soient angoissés par les négociations en cours, le gouvernement actuel est soutenu par plus de 60 % de la population et l'écart entre le Syriza et la Nouvelle démocratie²⁴, selon les derniers sondages, est de 17 % !

Le soutien de la population est le seul atout de ce gouvernement. Si des manifestations de solidarité se poursuivent dans plusieurs pays, elles sont le fait de citoyens et, comme cela a été dit, il ne peut compter sur le soutien des États. Il espérait que la France se réveille, compte tenu des points de convergence entre ce qui avait été dit dans une certaine campagne électorale et ce que la Grèce veut faire aujourd'hui. Mais il a été complètement lâché par la France. Il a trouvé un soutien modéré en Italie et un soutien plus intéressant – et plus inattendu – en Angleterre. En fait les Grecs sont seuls face à la domination allemande de l'Europe qui désormais s'exerce à visage découvert alors qu'on a pu, un temps, croire à une co-gouvernance franco-allemande. Tout ce qui va se passer dans les temps qui viennent pour la Grèce, pour l'euro, pour l'Europe, dépend de l'Allemagne. Heureusement, plusieurs tendances cohabitent en Allemagne. M. Schäuble, ministre des Finances allemand, représente une certaine tendance, celle de quelqu'un qui a depuis longtemps contribué à faire l'économie européenne et qui tient à son œuvre. Mme Merkel a montré par le passé sa capacité à intégrer des éléments d'adaptation intéressants.

Donc, tout se joue entre Mme Merkel, M. Schäuble et la Grèce.

Du côté européen, une sortie de la Grèce de l'euro poserait moins de problèmes qu'en 2009 parce qu'on s'est un peu protégé, non au sens politique ni géopolitique, mais au niveau « technique » et financier *stricto sensu*.

Du côté grec il y a aussi un changement radical. Cinq ans de sacrifices ont créé une situation complètement différente. La Grèce n'a plus de déficit primaire, c'est-à-dire que, contrairement à ce qui se dit souvent, l'État grec a de quoi payer les retraites, les salaires et le fonctionnement de l'État, un État dysfonctionnant, certes, mais la situation ne va pas empirer.

Mais la Grèce n'a pas la possibilité de dégager des surplus suffisants pour assurer un paiement « rubis sur l'ongle » de sa dette. Elle doit emprunter

²⁴ La *Néa Dimokratía* (Nouvelle Démocratie ou Nouvelle République), parti conservateur, fondé en 1974 par Konstantin Karamanlis.

aujourd'hui pour rembourser l'emprunt qui arrive à échéance demain et la même histoire se répète tous les mois, toutes les semaines. Les emprunts contractés auprès des banques grecques (qui représentent environ la moitié de la somme nécessaire pour honorer les échéances) ne posent pas de problème. Mais la part qui vient du côté européen constitue une arme formidable entre les mains de ceux qui gouvernent l'Europe pour faire danser à la Grèce n'importe quelle danse s'ils veulent la faire danser ! C'est de ce cercle vicieux que la Grèce essaie par tous les moyens de s'arracher. C'est le fond du problème. C'est ce qui est en négociation.

C'est la raison pour laquelle certaines propositions n'ont pas été considérées. Par exemple pourquoi ne pas trouver un mécanisme pour que la dette devienne perpétuelle ?

On lit dans les journaux grecs qu'une proposition serait avancée du côté européen pour essayer de faire pression sur la Grèce : 50 milliards lui seraient prêtés à 0,69 % pour qu'elle puisse rembourser les emprunts contractés, à des taux d'intérêt élevés, auprès du FMI et de la BCE.

Pratiquement et techniquement, il est tout à fait possible de résoudre la question grecque de manière honorable.

Beaucoup plus problématique est la dimension politique. Au moment où des élections sont prévues dans un certain nombre de pays, notamment en Espagne, tout signe qui serait donné que le gouvernement actuel a réussi à trouver une solution acceptable à un problème aussi aigu que celui de la Grèce donnerait des points à l'idée qu'il y a en Europe une autre alternative que l'extrême-droite. Ce point qui sera décisif sur le résultat de la négociation.

Là on a aussi un certain nombre d'outils. Il s'agit de jouer le temps et, pour ce faire, un des outils serait de passer de la monnaie unique à la monnaie commune pour donner à la Grèce la respiration nécessaire pour que le gouvernement grec, complètement pris à la gorge, ne cède pas.

Je voudrais enfin mettre en garde contre la manipulation dont est l'objet l'interprétation de ce qui se passe. En février, au moment de la conclusion de l'accord de Bruxelles, tout le monde a parlé de la « capitulation » du gouvernement grec. Aujourd'hui on parle de son « intransigeance »... Capitulation ou intransigeance ? Il faut savoir !

C'est ce que l'on appelle un bras de fer.

Je voudrais simplement abonder dans le sens de ce que vous avez dit dans votre conclusion : quand un problème est insoluble il faut en changer les données.

Peut-être M. Garabiol va-t-il nous aider à cheminer sur ce sentier escarpé.

L'alternative de la monnaie parallèle

Je vais essayer de reformuler le problème, ce qui est une entreprise bien périlleuse.

Je partirai du point relevé par Olivier Delorme sur le changement de nature de la construction européenne avec l'Acte unique puis le Traité de Maastricht.

Avant cela la constitution européenne était du type confédéral, c'est-à-dire qu'on n'avancait que si l'ensemble des États membres de la Communauté européenne y gagnaient, du moins si aucun n'y perdait. Dès lors qu'on passe au niveau supérieur et qu'on intègre complètement la zone, on décide de s'engager sur des projets globalement avantageux pour l'Union européenne même s'il y a des perdants en son sein.

Cela change radicalement les choses en posant la question de la gestion des perdants.

La réponse économique est donnée par Robert Mundell qui a introduit dans les années 1960 le concept de zone monétaire optimale (ZMO). La zone monétaire optimale consiste à faire en sorte que les perdants de l'intégration soient quand même socialement gérés. La gestion sociale implique d'une part une solidarité financière pour maintenir à flot les zones perdantes (cela sans limite car plus l'intégration est forte, plus les déséquilibres sont grands et plus la péréquation financière doit être élevée), d'autre part la mobilité des travailleurs afin que les poches de chômage puissent se déplacer vers les centres d'activité revitalisés par l'intégration. Tel est le schéma de la zone monétaire optimale qui, en réalité, n'est pas optimale pour tout le monde. Elle est gérable à

condition que des zones acceptent d'être dévitalisées, comme ce fut le cas pour les zones rurales françaises. La contrepartie est une certaine facilité d'accueil des immigrations intérieures. Mais cela se fait dans le temps. G. Duby²⁵ a très bien dépeint cette évolution qui a pris un siècle. Cela suppose aussi le sentiment d'un destin commun, partagé.

Aucune de ces conditions n'est remplie en Europe :

La péréquation financière est très limitée par les traités.

La mobilité des travailleurs est autorisée pour les personnes qualifiées mais les chômeurs ne peuvent pointer que dans leur pays. Un chômeur français doit pointer tous les mois en France, s'il va en Allemagne il ne reçoit plus ses indemnités. On assiste donc à une véritable ségrégation du chômage.

L'Allemagne n'a nullement conscience de partager un destin commun avec les autres États membres de l'Union. Or l'Allemagne est le seul créancier de taille importante de l'Union, tous les autres pays importants sont débiteurs. C'est donc l'Allemagne qui tient la bourse.

La zone euro n'est donc pas une zone monétaire optimale et, de ce fait, elle est très instable.

Second point : une politique unique appliquée sur des structures différentes ne peut conduire qu'à l'accentuation de ces divergences.

La politique monétaire de la BCE l'a démontré : le taux d'intérêt, fixé en fonction des moyennes européennes, est systématiquement expansionniste là où la dynamique est déjà forte et il est récessionniste là où la conjoncture est faible.

L'exemple typique est l'Espagne qui avait une inflation assez forte pendant les dix ans qui ont précédé la crise, avec des taux réels négatifs pour elle. Elle a connu une croissance très forte pendant cette période. Le budget a tenté de compenser ça avec des excédents qui voulaient être récessifs, en tout cas ne pas être expansionnistes, mais cela n'a pas suffi. Lorsqu'un tel mouvement se produit, la force de la politique monétaire est considérable. On peut concevoir l'ensemble des instruments budgétaires qu'on veut, si la politique monétaire va à l'encontre de l'objectif, on ne peut rien faire et on l'a vu. Maintenant, même si la politique de la BCE est très accommodante comparée à la moyenne de la zone

²⁵ *Histoire de la France rurale* - Tome IV. *De 1914 à nos jours, La fin de la France paysanne*, sous la direction de Georges Duby et Armand Wallon, éd. du Seuil, 1975-1976.

euro, elle reste récessive pour l'Espagne qui a une inflation négative. Pour avoir une politique accommodante en Espagne il faudrait un taux d'intérêt de la BCE significativement négatif.

On voit bien que la politique unique est facteur de divergence.

Je prendrai un autre exemple qui rejoint les constatations de Thanos Contargyris. L'Allemagne, centre hégémonique de l'Europe, doit être le moteur de cette Europe et on a eu raison de demander à l'Allemagne de relancer ce moteur en augmentant les salaires. Mme Merkel a accepté et, depuis un certain nombre d'années, les salaires augmentent plus que la productivité allemande. Naturellement, on fait l'inverse en Grèce, en Espagne et au Portugal. Résultat : on augmente les salaires là où ils sont les plus élevés et on les diminue là où ils sont les plus bas !

Eurostat, l'institut statistique de l'Union européenne, publie des indicateurs en termes de niveau de vie (le niveau de vie, pour les techniciens, est le PIB valorisé à la parité de pouvoir d'achat par habitant). Ils montrent qu'entre 2008 et 2013, le niveau de vie allemand s'est élevé par rapport à la moyenne européenne. Les Allemands se sont enrichis de 8 %. Les Grecs se sont appauvris de 16% et les Espagnols de 7 %.

Tout cela donne une image des divergences considérables qui accompagnent le traitement de la crise financière et de la crise de l'euro... et cela montre qu'on n'a pas de réponse soutenable à long terme.

La réponse théorique était la dévaluation interne, la baisse des salaires, pour compenser le fait qu'on ne peut pas faire de dévaluation externe.

Mais la dévaluation interne n'est pas un substitut à la dévaluation externe car elle n'a pas du tout le même impact :

La dévaluation d'une monnaie est neutre pour les agents domestiques. Les gagnants sont les créanciers en devise car les dettes en devise s'alourdissent. En termes macro-économiques, c'est en quelque sorte un transfert des ménages vers les secteurs exportateurs.

Si on fait une dévaluation interne on dévalue les revenus mais pas les dettes. De ce fait, les transferts internes sont considérables car les créanciers gardent leurs dettes et les débiteurs ont moins de revenus pour les rembourser. La dévaluation interne correspond à une dévalorisation des débiteurs en termes nets que sont les jeunes ménages et les entreprises tandis que les créanciers, les détenteurs de patrimoine et les agents financiers, s'enrichissent. Ce n'est pas du tout neutre sur le plan de l'allocation des ressources internes et c'est beaucoup

plus violent qu'une dévaluation externe en termes d'impact social et économique. On le constate en Grèce mais c'est aussi vrai pour l'Espagne et d'autres pays où les taux d'endettement sont plus importants aujourd'hui qu'au moment de la crise de l'euro, en 2011.

Tout cela tient par l'action énergique de la BCE qui a réduit les taux d'intérêt dans la mesure du possible (à 0 % sur la Grèce). La BCE a acheté du temps mais l'augmentation du taux d'endettement continue.

Cela montre qu'en réalité on n'a pas de réponse probante à la crise de l'euro. On va donc naviguer de crise en crise. Peut-être trouvera-t-on des mécanismes de résolution des crises successives qui seront autant de temps gagné mais la dynamique est là et, un jour ou l'autre, la situation apparaîtra intenable. Pour la Grèce la situation est d'autant plus difficile que l'Allemagne, créancière, voit derrière la Grèce se profiler d'autres pays, comme l'Espagne où les élections, qui auront lieu dans six mois risquent d'amener Podemos au pouvoir. Et les enjeux financiers sont bien plus considérables. Malheureusement pour elle, la Grèce est prise en tenaille entre ses divers intérêts qui n'arrivent pas à se concilier.

La Fondation Res Publica promeut depuis longtemps une alternative à la sortie de l'euro.

L'explosion de la zone euro est toujours possible (tout est toujours possible) mais si elle se produisait, elle serait subie et non décidée. Aucun gouvernement n'a jamais décidé pour des raisons politiques de sortir unilatéralement d'une monnaie. On sort d'une monnaie de façon réfléchie et raisonnée parce que le coût du maintien de la monnaie est supérieur au coût de la sortie de cette monnaie. C'était le cas pour la Grèce en 2011 mais elle n'a pas choisi cette option.

La solution de la monnaie commune permet d'introduire des instruments qui contrecarrent le processus de divergence intra-européen.

Le péché de l'Union Européenne est qu'elle n'a aucun instrument dédié à la cohésion des économies européennes. Elle mène des politiques économiques qui font diverger les économies et il n'y a aucune force de rappel. Les politiques en sont conscients mais, comme la politique monétaire est taboue, le seul instrument envisageable est le budget européen, d'où le « plan Juncker » de 315 milliards d'euros. Mais chacun voit que ces 315 milliards sont une forme

d'esbroufe parce que les fonds publics étaient déjà programmés et que le reste consiste en des investissements privés qui se feront s'ils doivent se faire et n'ont pas besoin pour cela des fonds publics. En réalité, il n'y a derrière ce plan aucune péréquation massive et nous nous retrouvons démunis.

L'instrument le plus efficace pour limiter les divergences intra-européennes – ou accélérer la convergence – est l'instrument monétaire.

Olivier Delorme a montré l'importance du taux de change. Il faudrait naturellement que les économies puissent ajuster leurs taux de change.

Un taux d'intérêt unique est aussi déstabilisateur. Il faudrait moduler les taux d'intérêt par zone géographique, par pays.

Cela peut s'obtenir par la monnaie commune.

Le schéma de la monnaie commune prévoit d'introduire des monnaies internes parallèles qui seront raccrochées à l'euro. Les monnaies internes sont des monnaies qui ne circulent que sur le plan interne à chaque État, qui n'ont pas cours à l'étranger et ne sont convertibles qu'en euros. C'est la situation qu'on avait connue entre 1999 et 2002 : l'euro était une monnaie scripturale et la monnaie d'échange et de comptabilité dans les pays était la monnaie nationale. Chaque monnaie nationale était raccrochée à l'euro qui était la monnaie externe de la zone. Cela fonctionnait très bien.

Mais il faudrait ajouter à ce schéma que les monnaies internes – qui pourraient très bien être gérées dans un cadre européen – puissent être flexibles contre l'euro. C'est le schéma que promeut la Fondation Res Publica.

Il existe un instrument dont on ne parle pas beaucoup qui est le Mécanisme de change européen (MCE II), successeur du SME, qui gère quasiment l'intégralité des monnaies européennes qui ne sont pas dans l'euro, à quelques exceptions près comme la Livre anglaise qui échappe naturellement à ce dispositif. Il serait tout à fait possible par ce mécanisme de gérer les monnaies nationales, d'ajuster leurs taux de change.

Cela n'entraînerait pas de contrôle des changes. Jacques Sapir a tendance à défendre le contrôle des changes. Un contrôle des changes peut être nécessaire dans une situation de crise. Les Chypriotes y ont recouru sans être sortis de l'euro et ils sont toujours sous contrôle des changes. À mon avis la Grèce aurait dû le décider depuis quelques semaines, cela aurait limité la casse. Mais le contrôle des changes n'est pas lié organiquement à la monnaie parallèle, la monnaie interne. On peut avoir besoin d'un contrôle des changes quand on subit une fuite des capitaux, mais dès lors que la situation est saine, que les mécanismes s'ajustent naturellement, c'est tout à fait gérable.

Le discours ambiant alarme sur la hausse des taux d'intérêt qui résulterait d'une forte dévaluation des monnaies internes. Ce n'est pas vrai du tout. La livre sterling a dévalué de 40 % par rapport à l'euro en 2008 sans provoquer de catastrophe au Royaume-Uni où les taux d'intérêt ont rapidement baissé, et beaucoup plus que dans la zone euro. Toutes les analyses montrent que ce qui fait monter les taux d'intérêt c'est la défense irrationnelle d'une parité et non l'ajustement. Les taux d'intérêt augmentent parce que le maintien de la parité paraît insupportable.

C'est ce schéma qui permettrait de retrouver de la visibilité pour la Grèce.

On prétend aussi que si ce schéma de la monnaie commune est adopté la dette restera en euro. Cela révèle une incompréhension de la nature même de l'euro.

L'euro n'est pas une monnaie européenne mais la monnaie de chaque État membre de la zone euro. Chaque État membre, qui a toujours gardé juridiquement sa souveraineté monétaire, a décidé que sa monnaie était l'euro. C'est l'exercice de la politique monétaire qui est mis en commun. La Constitution française est explicite : l'Union Européenne n'est pas une renonciation à la souveraineté, c'est l'exercice de compétences en commun²⁶ et le traité parle toujours des « *États membres dont l'euro est la monnaie* ». L'euro est toujours rattaché à un État membre.

De ce fait, si un pays sort de l'euro ou adopte une monnaie interne, l'ensemble des créances et des dettes de ce pays seront converties en monnaie interne ou en monnaie nationale. C'est ce que dit le droit.

Ce qui se fait habituellement, c'est de proposer aux créanciers un arbitrage entre un maintien de la dette en devise, assortie d'une décote, et le maintien dans la devise nationale. C'est le choix ordinaire proposé aux créanciers. Ce cas est très fréquent. Les financiers sont tout à fait habitués à traiter ce genre d'arbitrage qui se produit plusieurs fois par décennie.

Ensuite, il y a les discussions politiques et financières et on aboutit à un accord.

²⁶ « *La République participe à l'Union européenne constituée d'États qui ont choisi librement d'exercer en commun certaines de leurs compétences en vertu du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, tels qu'ils résultent du traité signé à Lisbonne le 13 décembre 2007.* » (Titre XV - DE L'UNION EUROPEENNE ARTICLE 88-1.)

Pour la Grèce c'est un peu différent : on a vu que la dette grecque, qui était en titres, a été remplacée par des prêts contractés auprès des institutions européennes. Les prêts relèvent d'un cadre juridique très différent car ils sont gérés par la BCE. Ce ne sont donc plus des opérations grecques mais des opérations européennes, réalisées en devise (en euro). Le remplacement des titres par des prêts visait aussi à un remplacement de la dette en monnaie nationale par une dette en devise, ce qui correspond bien à l'objectif de l'Union européenne de maintenir un coût de sortie supérieur au coût de maintien dans la zone. En effet, la BCE avait des raisons d'être paniquée parce que, dès lors qu'un pays n'a plus les moyens d'emprunter à l'extérieur, il a objectivement intérêt à sortir de la zone. Il fallait donc pénaliser lourdement le pays qui sortirait, d'où la trouvaille de ce mécanisme très efficace qui a été accepté par la Grèce, le Portugal et l'Irlande. L'Espagne, qui a compris que ce dispositif n'entraînait pas d'empathie européenne particulière sur le plan social, a appliqué ce qu'on lui demandait tout en conservant ses titres, gardant ainsi beaucoup plus de marge de manœuvre pour l'avenir.

Tout le monde s'accorde à dire que le taux de dette n'est pas tenable pour la Grèce. Il faut convenir d'un scénario de renonciation à une part de remboursement, ce qui est difficile à admettre pour les pays créanciers. D'où la proposition de dette perpétuelle ou, comme l'avait proposé le ministre des Finances grec, l'introduction d'une clause de convergence d'intérêts entre le créancier et le débiteur, les remboursements étant plafonnés à un pourcentage du PIB ou de la croissance. Cela avait été fait pour l'Allemagne en 1953²⁷. Quoi qu'il en soit, il faut trouver quelque chose. Il faut savoir que ni l'Allemagne ni la France ne pourraient rembourser toutes leurs dettes. On demande à la Grèce de rembourser ses dettes mais aucun État n'est capable de rembourser l'intégralité de ses dettes. La dette française coûte *grosso modo* un peu moins de 50 milliards (45 milliards budgétés cette année) d'intérêts. Nous remboursons nos dettes par l'émission de nouvelles dettes (ce qu'arrivent à faire maintenant l'Irlande et le Portugal). Si la France devait rembourser ses dettes, cela lui coûterait entre 250

²⁷ L'accord de Londres sur les dettes extérieures allemandes (*Londoner Schuldenabkommen*), traité d'allégement de dette entre la République fédérale d'Allemagne et ses pays créanciers (dont la Grèce faisait partie !), a été signé le 27 février 1953. Il couvrait des dettes allemandes datant d'avant et d'après la Seconde Guerre mondiale. Cet accord a permis à l'Allemagne de réduire de moitié la dette d'avant-guerre et de gagner la confiance des marchés.

ou 300 milliards d'euros par an, six fois plus qu'aujourd'hui, environ 15 % du PIB. Cela engendrerait une récession terrible. Et c'est ce qu'on demande aux Grecs. On voit que ce n'est pas pensable !

De facto on aura toujours une solution financière : soit un accord, plus ou moins de façade, en contrepartie de concessions du gouvernement grec, soit, faute d'accord, un défaut, ce qui revient au même. Cela règle le problème du stock de dette. Mais il est assez difficile pour les Allemands de s'engager sur cette voie parce que derrière la Grèce, il y a l'Espagne, il y a l'Italie, et derrière l'Italie il y a la France. La structure économique française est voisine de la structure grecque au regard des contributions des différents secteurs, la structure du PIB est à peu près la même. Seuls points positifs pour les Français : l'aérospatiale est quand même un meilleur contribuable que les armateurs et nos monuments historiques, plus récents, coûtent moins cher à entretenir... Economiquement nous sommes à peu près dans la même situation avec une dette voisine de 100 % du PIB, ce qui était la situation de la Grèce en 2008. Cela donne le vertige ...

Tout cela n'échappe pas à l'Allemagne.

Si on adopte une monnaie commune, la Grèce gagne des facilités de trésorerie parce que la monnaie commune est gérée en interne avec la Banque de Grèce. La seule question reste la parité de cette monnaie vis-à-vis de l'euro, l'ajustement du taux de change.

La contrepartie c'est que la zone euro n'est plus engagée par les déficits grecs.

L'Allemagne pourrait donner son accord à un plan de restructuration de la dette grecque si elle était sûre de n'être pas engagée ultérieurement. En effet, si la dette grecque est libellée en monnaie nationale, ce sont les investisseurs qui prennent le risque mais on échappe à ce mécanisme infernal, à cette « usine à gaz » européenne. Cela peut être une solution alternative qui, d'une part crée beaucoup plus de flexibilité dans la gestion des économies nationales, d'autre part préserve le créancier en dernier ressort de l'Union Européenne qu'est l'Allemagne.

Je comprends que le gouvernement grec n'ait pas pris l'option de la sortie de l'euro qui ne règle pas le problème du stock maintenant que les prêts ont été faits. Mais je ne vois pas les solutions qu'offrent les propositions apportées par le gouvernement grec pour l'avenir. Certes il y a un excédent primaire grâce à une politique ultra-récessive, mais l'endettement extérieur serait très important et, si on a maintenant une balance commerciale positive, une augmentation des

salaires et une croissance intérieure un peu plus dynamique (ce que l'on peut souhaiter), on aurait vite à nouveau un déficit extérieur.

Je terminerai en disant qu'en réalité c'est la BCE qui retient la corde du nœud qui se resserre. La BCE qui, *in fine* crée la liquidité à travers les mécanismes de compensation interbancaire, peut décider du jour au lendemain d'arrêter. Et l'Allemagne peut très bien exiger de la BCE qu'elle arrête en cas de difficulté politique majeure. Nous pourrions être amenés à envisager cette situation, assez brutalement peut-être.

Merci de votre attention.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci pour cette belle leçon d'économie politique. Ce n'est pas seulement un spécialiste des problèmes financiers internationaux qui a parlé mais aussi quelqu'un qui sait approcher les questions politiques.

Politiquement, les États n'ont pas d'amis, c'était une constatation du Général de Gaulle que l'on vérifie tous les jours, même au sein de l'Union Européenne. Les États ont des créanciers et des débiteurs et chacun défend ses intérêts. On pourrait imaginer que de petits efforts de solidarité soient consentis au sein de l'Union européenne. Mais il faut rappeler que le budget européen représente moins de 1 % de la richesse produite. C'est peu. Et l'Allemagne considère qu'aller au-delà des 300 à 400 milliards d'euros d'engagements déjà souscrits est quasiment impossible. « La compétitivité allemande n'y résisterait pas » martèle leur meilleur économiste, Hans-Werner Sinn. Or l'Allemagne exporte 50 % de sa production (ce qui la place même devant la Chine) alors que nous-mêmes et la plupart des pays européens n'en exportons que 25 %.

J'ai cité le Général de Gaulle, je voudrais citer un des premiers présidents des États-Unis, John Adams (1797-1801) qui disait : « Il y a deux manières de conquérir et d'asservir une nation. Soit par l'épée, soit au moyen de la dette ! ». Nous sommes en présence d'un modèle qui consiste à réduire un pays par le moyen de la dette. C'est aujourd'hui le cas de la Grèce, ce peut être demain le

cas de beaucoup d'autres, y compris le nôtre, car la France elle-même, sur le plan macroéconomique, a une position extérieure financière nette débitrice tandis que l'Allemagne est en position créditrice. Les déficits annuels s'accumulant, la France a un déficit de l'ordre de 400 milliards si on prend l'ensemble des actifs, qui sont considérables : les actifs français hors de France, par exemple, c'est plus de 2000 milliards, un peu moins que les investissements étrangers et plus généralement les avoirs que détiennent les étrangers en France et sur la France.

Un peu plus de quinze ans après que la monnaie unique a commencé à être mise en vigueur, on observe des divergences économiques notables. Dominique Garabiol les a rappelées.

Si je prends comme base de départ 2007, l'année d'avant la crise, la Grèce a perdu 25 % de son PIB, l'Italie 9 %, l'Espagne un peu moins. La France est à peu près à niveau mais notre production industrielle est 16 % inférieure à ce qu'elle était en 2007 tandis que la part du tertiaire, des services, a crû. Or on exporte surtout des biens, industriels ou agricoles. Seule l'Allemagne a vu son PIB augmenter, dans des proportions qui ne sont pas énormes (moins de 8 %). Tel est le *trend* qui se dessine au sein de la zone euro.

Le problème – cela a été dit de diverses manières – n'est peut-être pas celui de la Grèce, si intéressant que soit ce pays, si attirant que soit son peuple, le problème est celui de l'euro. Il se pose pour la Grèce mais il se posera pour d'autres pays. Il se pose pour tous les pays membres de l'euro parce que la monnaie unique comporte ce péché originel que j'évoquais tout à l'heure, cette hétérogénéité de départ qui ne fait que s'accroître, de sorte que, prisonniers de ce système, les pays de l'Europe du Sud voient leur « position » (comme on dit dans la division internationale du travail) s'effriter. Ils doivent se résigner à une désindustrialisation toujours plus grande, à une austérité qui finit par déclencher des séismes sociaux et politiques.

La Grèce pouvait-elle garder la menace d'une sortie de l'euro à titre d'arme de dissuasion ? L'euro bénéficie du consensus des élites dans toute l'Europe, notamment des détenteurs d'actifs qui préfèrent avoir une monnaie forte qu'une monnaie faible. Il bénéficie aussi du consensus martelé, formaté, par le système des médias de l'ensemble des peuples. Les Grecs eux-mêmes y tiennent ! Ils veulent rester dans l'euro parce qu'ils pensent que cette monnaie unique leur permettra un jour, à nouveau, d'acheter des Mercedes... C'est évidemment assez

illusoire. Un pays, je le dis à M. Contargyris, ne peut pas soutenir durablement une monnaie excessivement surévaluée. La Grèce avait une agriculture excédentaire, M. Delorme nous a dit qu'elle est aujourd'hui déficitaire. Elle avait une industrie lourde, celle-ci a quasiment disparu.

En tout cas, on voit bien qu'il y a un problème pour les pays dits « périphériques », les pays du Sud, c'est vrai pour le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la France...

Il faut aussi voir les choses du point de vue de l'Allemagne.

Les Allemands ont pris de l'avance dans l'industrialisation à la fin du XIX^e siècle. Ils ont un tissu d'entreprises moyennes très développé, des créneaux « haut de gamme », une industrie qui exporte, et souvent ils considèrent que les autres peuples ne savent pas travailler. Eux savent travailler, ils sont très bons, ils sont excellents. Il y a un vieux proverbe « *Am deutschen Wesen mag die Welt genesen* » (Le monde se rétablira au contact de ce qui fait l'être – ou le génie – allemand). Ils considèrent que les Européens du sud, et pas seulement les Grecs, ne sont pas vraiment bons, ils ne travaillent pas assez. Quand on a créé l'euro, les Allemands désignaient par l'expression « Club Med » les pays dont ils ne voulaient pas. Après l'entrée de l'Irlande, ils parlaient des PIIGS : Portugal, Irlande, Italie, Grèce, Espagne (Spain). Donc, du point de vue de l'Allemagne, si on donne à la Grèce de nouveaux crédits, si on reporte les échéances, le problème se posera à nouveau dans deux ans. Et Mme Merkel doit gérer son opinion publique qui est dans l'état d'esprit que je viens de décrire, à commencer par son économiste en chef, M. Hans-Werner Sinn, et le parti eurosceptique AFD (*Alternative für Deutschland*) qui préconise que l'Allemagne se retire de l'euro. Effectivement on aurait alors une monnaie allemande qui monterait très haut tandis que tous les autres pays de la zone euro, à peu d'exceptions près, verraient leur monnaie s'affaïsser encore plus que ce n'est le cas aujourd'hui (l'euro est déjà tombé de 1,60 à 1,09 dollar). Aujourd'hui l'euro n'est à peu près à un cours d'équilibre qu'avec le dollar car les monnaies, notamment celles des pays émergents (réal brésilien, rouble russe) ont fondu, tout comme le yen et la livre britannique. Mme Merkel a ses alliés du SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*) mais on ne les entend pas beaucoup plus que M. Hollande. En effet, le SPD représente aussi le parti des créanciers et même si les fonds de pensions allemands se sont dégagés de la dette grecque les contribuables allemands, eux, restent engagés.

D'autre part, l'Allemagne ne veut pas se retrouver isolée. La position centrale de l'Allemagne lui confère des avantages du point de vue du commerce parce qu'elle est proche de tous les autres pays européens. Elle s'est industrialisée plus tôt que les autres. Il faut dire aussi que la France, pendant de longues décennies, avant 1914, a investi son argent à l'étranger, en Russie, en Turquie..., alors que les Allemands investissaient dans leur industrie. Au cœur de l'Europe, l'Allemagne se trouve confrontée à son éternel problème géopolitique : trop grande, trop puissante pour ne pas dominer l'Europe, elle ne l'est pourtant pas assez pour y parvenir. Elle en a fait l'expérience lors des deux conflits mondiaux. Aujourd'hui, alors que la dette est devenue un instrument de domination, elle doit gérer politiquement ce problème extrêmement difficile.

Or, derrière la Grèce se profile le problème de l'Espagne. Podemos, dans un sondage, devance le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) et le parti au pouvoir, le PP (Parti populaire) de M. Rajoy. Celui-ci ayant pratiqué la dévaluation interne, les salaires ont plongé, le chômage est au niveau de la Grèce (25 % et presque 50 % pour les jeunes). Sortis du franquisme en 1975, les Espagnols n'ont pas connu de longues décennies de prospérité. Malgré les solidarités qui arrivent quand même à se créer, la situation est insupportable. Il est possible que Podemos fasse une percée aux élections de novembre 2015. Du point de vue de Bruxelles et de Berlin il faut donc donner une leçon à la Grèce pendant qu'il en est temps !

Et derrière l'Espagne, il y a l'Italie, avec Beppe Grillo, « l'ex-comique ». Est-il de droite ? Est-il de gauche ? En tout cas son Mouvement 5 étoiles (*Movimento 5 stelle*, M5S), devenu le deuxième parti d'Italie, talonne le Parti démocrate (*Partito democratico*).

Et puis il y a la France où les dernières élections augurent un avenir assez problématique, avec un Front National qui est loin de pouvoir mettre la France en mesure de relever les défis qui se présentent à elle.

Nous sommes au moment où éclate la contradiction entre ce qui était l'objectif affiché du système de la monnaie unique : rapprocher les peuples et le fait que l'euro les divise et les éloigne de plus en plus les uns des autres. Il y a une contradiction entre ce système de la monnaie unique et la démocratie telle qu'elle fonctionne dans chaque pays. Face à cela il y a la tentation de verrouiller, ce qu'essaient de faire les dirigeants européens à Bruxelles et à Berlin. Certains pays appuient cette politique, d'autres émettent des réserves, mais on n'entend pas beaucoup de propositions. Paris ne dit mot. J'aurais aimé

que la France fasse des propositions. Cette contradiction aboutit à la volonté de mettre une espèce de couvercle sur une Europe post-démocratique où le néolibéralisme sera en quelque sorte constitutionnalisé, comme il l'a déjà été à travers l'Acte unique, le traité de Maastricht, le TSCG (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), le pacte budgétaire européen, et maintenant cette mécanique de plans négociés avec Bruxelles qui impose des « réformes de structures » faute desquelles le pays récalcitrant se voit passer un nœud coulant autour du cou.

Cette situation peut-elle durer ? La réponse est évidemment non ! Combien de temps cela peut-il durer ? On ne sait pas. Il est vraisemblable que nous approchons de la zone des tempêtes. Il faudra trancher le nœud gordien avant que la corde ne nous étrangle... Quel Alexandre le fera ?

Il faut trouver une solution.

On pourrait reporter les échéances de deux ans, gagner du temps mais ce serait renoncer à « faire un exemple ».

Mais si on fait un exemple et si le « Grexident » (la sortie de la Grèce de l'euro, « Grexit », par accident) se produit à un moment où les Grecs ne peuvent plus faire face à leurs échéances, c'est gênant du point de vue de Bruxelles et de Mme Merkel. En effet, un pays qui quitte la zone euro va peut-être souffrir mais il se rétablira (on ne connaît pas d'exemple d'un pays qui souffre indéfiniment) et rien ne l'empêche de faire défaut sur sa dette. Il faut en intégrer la perspective. Souvenons-nous que la France a fait défaut quinze fois dans son histoire ! La dernière, et la plus retentissante, c'était en 1797, pour solder l'affaire des assignats²⁸. Les rois de France faisaient cela eux aussi assez régulièrement et d'autres pays l'ont fait également.

Donc l'idée qu'il n'y a pas d'autre politique possible n'est pas tenable dans la durée.

La solution de la dette perpétuelle, qu'a évoquée Jean-Michel Quatrepoint, serait à mon avis quelque chose de plus intelligent qui permettrait de gagner du temps. Or le temps est tout ! Dans le temps on règle tous les problèmes ! Il n'y a

²⁸En juin 1797, les 21 milliards d'assignats (papiers qui, à l'origine, représentaient une part des biens cléricaux mais qui, de falsification en émission incontrôlée, étaient devenus sans valeur) en circulation doivent être détruits ; en septembre 1797, les dettes nationales sont soldées : 2/3 en obligations utilisées pour acheter de l'immobilier et le « 1/3 consolidé » inscrit au Grand Livre comme une sorte de réserve que l'État demanderait quand il le jugerait bon.

pas lieu de considérer que nous sommes dans une situation où il faut se résoudre à mourir. Non, on peut toujours gagner du temps. La dette perpétuelle est la meilleure manière d'en gagner. Après tout, la monnaie en circulation, la masse monétaire, est aussi une dette, endossée par la banque centrale (qui vous a promis autrefois qu'elle vous rembourserait en or). Un jour tout le monde en reconnaît la valeur, un autre jour on nous dit que cela ne vaut plus rien. Les gens se débarrassent alors de leur monnaie, retirent les fonds ou vont en chercher ailleurs... c'est la grande panique. Il faut éviter la grande panique. Si l'Allemagne se décidait à sortir de la zone euro cela résoudrait le problème des différences excessives de compétitivité à l'intérieur de la zone euro, mais cela n'arrivera vraisemblablement pas.

Reste qu'on peut faire cheminer l'idée, à bas bruit, qu'une réforme est possible et qu'on peut aller de la monnaie unique à la monnaie commune en ressuscitant des possibilités d'ajustement. Car la flexibilité est devenue le maître-mot du monde dans lequel nous vivons. Rien n'est aujourd'hui ce que c'était hier et ce que ce sera demain. Toutes les monnaies, toutes les actions, toutes les valeurs fluctuent. Il conviendrait donc de réintroduire un peu de flexibilité dans un système excessivement rigide, celui de l'euro, afin que se desserre le nœud coulant qui étrangle la Grèce mais qui est également autour de notre cou.

Je lance le débat.

Débat final

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

C'est une négociation. L'idée d'avoir un euro-drachme ne peut se faire qu'en négociant avec Berlin et Bruxelles.

Qu'est-ce que la Grèce peut mettre dans la balance ?

La présidente de la Vouli (le parlement grec), Zoé Konstantopoulou, vient de lancer une « commission de vérité sur la dette grecque » (nommant un Belge²⁹ coordinateur de l'équipe scientifique internationale au sein de cette commission) pour analyser comment s'est constituée la dette publique et expliquer ce qui s'est passé en 2010, notamment le rôle qu'a joué Jean-Claude Trichet.

La question des réparations allemandes, dont vous avez parlé rapidement, est un point très important pour les Grecs. En Allemagne même certaines voix s'élèvent pour reconnaître qu'il y a peut-être quelque chose à faire parce que les Allemands n'ont payé en tout et pour tout que 115 millions de dollars à 96 000 personnes (ce sont des réparations individuelles et non pas des réparations globales et collectives). Peut-être cela peut-il être mis dans le plateau de la balance pour négocier et organiser effectivement une sortie programmée qui permette le retour dans l'euro. Ce système de monnaie commune serait présenté comme provisoire, le but étant de revenir ensuite dans le giron de l'euro. Le remboursement des 200 milliards de prêts libellés en euros – et qui doivent donc être remboursés en euros – étant à trente ans, on peut penser que d'ici là l'euro-drachme aura pu revenir dans l'euro.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

On peut le penser mais cela ne se fera certainement pas !

²⁹ Éric Toussaint, membre du comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM).

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Mais il est important de le dire. Si on commence par dire que la monnaie commune a pour but de tout faire exploser pour revenir à toutes les monnaies nationales, on court à l'échec. Il faut donc présenter cette monnaie commune comme une mise en congé provisoire.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Il ne s'agit pas de tout faire exploser mais de substituer à un mauvais système un système qui puisse fonctionner.

THANOS CONTARGYRIS

La Grèce est confrontée à un problème de liquidité et le nœud coulant qui l'étrangle est justement le fait des mécanismes de la Banque centrale européenne qui, par exemple, n'autorise plus les banques grecques à détenir des dettes grecques. La Grèce, asphyxiée le 27 avril, ne pourra tenir au-delà du 15 mai.

On a deux solutions : faire défaut (il faut peser les avantages et les inconvénients de cette option) ou payer une partie de ce que l'État doit payer en interne avec cette nouvelle monnaie. L'idée a été évoquée sous différentes formes depuis 2012, notamment par la *Deutsche Bank*, avec Thomas Meyer, et par Frédéric Lordon dans un article du *Monde diplomatique*...

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Si vous faites une monnaie commune, vous êtes obligé de négocier.

THANOS CONTARGYRIS

Non, il s'agit de payer une partie des salaires des fonctionnaires et des pensions avec une nouvelle unité, sur le modèle des *IoU*³⁰ utilisés récemment dans le cadre de la défaillance de l'État de Californie... C'est une pratique assez répandue qui n'est pas interdite par les traités. On garde simplement les euros « durs » pour rembourser les dettes et on paye les fonctionnaires avec des euros « mous » internes. Tout le problème réside dans le dosage. Si cette monnaie « molle » n'est pas répandue à un taux trop élevé, si, par exemple, on ne paye que 10 % des salaires des fonctionnaires avec ça et qu'en échange ils peuvent payer leur TVA à travers une carte de crédit qui est de 23 %, ils recyclent cet argent qu'on leur a donné selon cette monnaie. C'est un mécanisme qui ne nécessite pas obligatoirement de négociation.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je suggère que nous ne nous lancions pas dans des discussions trop techniques et je donne maintenant la parole à la salle.

CHRISTIAN TEYSSANDIER

Ma question n'est pas économique. Quel est actuellement l'état d'esprit des militaires de carrière à l'intérieur de l'armée grecque ?

THANOS CONTARGYRIS

À l'heure actuelle, la participation d'ANEL au gouvernement permet d'écarter complètement tout scénario d'un possible retour de la dictature militaire,

³⁰ *IoU*: « I own You », reconnaissance de dette non négociable mais échangeable utilisée par l'État de Californie en juillet 2009 pour payer ses salaires et ses prestations malgré ses difficultés de trésorerie.

contrairement à ce qu'augurait M. Barroso il y a quelques années si les Grecs ne faisaient pas le bon choix.

OLIVIER DELORME

Je crois avoir été le premier en France, le soir-même des élections, à annoncer à la télévision l'alliance Syriza-ANEL et l'entrée de l'ANEL dans le futur gouvernement.

L'une des raisons en est que Syriza n'avait pas de réseau dans l'armée ni dans les forces de sécurité alors que Pános Kamménos, devenu le ministre de la Défense, dispose de réseaux dans l'armée, dans les services de renseignement et dans les forces de sécurité. Et je note qu'il y a eu des mutations, des changements de postes, notamment dans les services de renseignement. L'armée grecque, qui s'est totalement démocratisée depuis 1974, n'a plus rien à voir avec l'armée de putschistes qu'elle était depuis les années 1930.

Les gens de l'ANEL sont l'équivalent de gaullistes qui n'ont rien à voir avec l'extrême-droite comme on l'a dit ici et là.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

On pourrait comparer ANEL au mouvement de Nicolas Dupont-Aignan...

OLIVIER DELORME

La dimension sociale en plus. Le programme économique de l'ANEL est très proche de celui de Syriza. Ces deux partis ont d'ailleurs fait appel au même conseiller économique français pour élaborer leurs programmes économiques. On donne en France une vision totalement déformée de l'ANEL.

L'entrée au gouvernement de l'ANEL, et de Kamménos en particulier, a un autre intérêt : c'est un message adressé à la Turquie pour lui signifier que le gouvernement de Syriza ne sera pas un gouvernement d'abandon et fera face aux défis stratégiques, aussi bien à Chypre que dans la mer Égée. Ce n'est d'ailleurs pas étranger à la dette : la Turquie bloque en effet l'exploitation

gazière en Égée depuis 1974 et s'oppose à celle des gisements récemment découverts au sud de Chypre, à la limite des eaux territoriales chypriotes et israéliennes. On peut penser que le problème de la dette grecque ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui si les Européens n'avaient pas manqué totalement de solidarité stratégique avec la Grèce et s'ils avaient appuyé la Grèce beaucoup plus fermement qu'ils ne l'ont fait dans l'affaire du conflit de souveraineté sur l'Égée où on a laissé la Grèce seule. De même, quand elle a adhéré à l'UEO (Union de l'Europe occidentale), on a rajouté une petite ligne pour préciser que la garantie automatique de sécurité ne vaudrait pas si l'attaque venait d'un autre pays de l'OTAN... ce qui, dans l'ex-UEO, ne pouvait guère concerner un autre pays que la Grèce !

Lors du récent voyage à Moscou du ministre de la Restructuration productive ³¹, il a été question de la participation des Russes à l'exploitation gazière en mer Ionienne et au sud de la Crète, avec, peut-être, des avances russes sur les revenus de ce gaz. Le ministre, puis le Premier ministre Tsipras ont aussi discuté avec les Russes de la prolongation du gazoduc que les Russes vont construire du fait de l'abandon du *South Stream* ³² suite aux sanctions européennes. Ce tuyau, qui aboutit en Turquie, pourrait ensuite traverser l'Adriatique vers l'Italie du Sud d'une part, et de l'autre traverser l'ARYM, la Serbie (vieille alliée de la Russie), la Hongrie (nouvelle alliée de la Russie), pour aller vers l'Europe

³¹ Le ministre de la Restructuration productive, de l'Environnement et de l'Énergie, Panagiotis Lafazanis, a effectué fin mars 2015 une visite de 48 heures à Moscou sur invitation du ministre russe de l'Énergie, Alexander Novak. Il s'agissait pour les deux ministres de faire le tour de l'ensemble des dossiers énergétiques, avec en priorité les relations bilatérales dans ce domaine. Le ministre grec a rencontré également le directeur exécutif de Gazprom, Alexeï Miller, ainsi que des représentants de la Douma et des officiels gouvernementaux.

³² Vladimir Poutine a annoncé, le 1er décembre 2014, depuis Ankara, l'abandon du projet de construction du gazoduc *South Stream*. D'une capacité de 63 milliards de m³ par an, il devait relier Anapa (en Turquie) à Varna (en Bulgarie) par le fond de la mer Noire, puis Baumgarten (en Autriche), où se trouve le *hub*, par voie de terre, (après avoir desservi la Hongrie et la Serbie). "*Puisque la Commission européenne n'en veut pas, eh bien nous ne le ferons pas, et nous réorienterons nos ressources énergétiques vers d'autres régions du monde*", a-t-il souligné. En effet, la Commission refuse de donner son feu vert, considérant que le projet contrevient à la législation européenne anti-monopole.

centrale. Et il permettrait de diminuer la quantité de gaz russe ayant à transiter par l'Ukraine.

Une fois de plus on est saisi par la myopie de nos responsables nationaux et européens qui semblent ignorer ces enjeux stratégiques majeurs !

KAMEL BOUAISSI

J'ai cru comprendre que, suite aux élections de ce début d'année, certains Grecs ont arrêté de payer leurs impôts et qu'on observe une fuite des capitaux depuis la Grèce vers les autres pays. Pourquoi le gouvernement grec ne fait-il rien contre cela ?

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Il pourrait mettre en place un contrôle des capitaux, c'est la réponse qui s'impose. Mais apparemment ce n'est pas son choix.

D'autre part, les gens qui ne touchent pas leur retraite ne peuvent évidemment pas payer leurs impôts. J'ai rencontré des Grecs qui m'expliquaient que n'étant pas payés ils ne payaient pas leurs impôts... et qu'il ne se passait rien.

OLIVIER DELORME

Il faut préciser que l'impôt est prélevé à la source pour les salariés. La fraude sur l'impôt sur le revenu est donc relativement limitée.

THANOS CANTORGYRIS

Quand le gouvernement précédent est sorti, à la fin janvier, il y avait un retard d'environ un milliard dans les encaissements d'impôts. Ce retard a été comblé au mois d'avril, ce dont on a peu parlé. Il apparaît donc que, depuis

l'arrivée au pouvoir de Syriza, les gens ont rattrapé leur retard d'avant les élections dans le paiement de leurs impôts.

Je voudrais également revenir sur les sorties de capitaux. On nous répète chaque semaine qu'il y a eu des sorties de capitaux massives depuis le 1^{er} décembre 2014. Mais si on regarde la variation dans le temps, on n'observe pas de hausse parabolique mais plutôt une tendance à la courbe. La fuite de capitaux massive imputée à l'intransigeance du Syriza – et qui aurait « étranglé » la Grèce – ne s'est pas produite... mais on essaye de la provoquer.

OLIVIER DELORME

Sur la question fiscale on a entendu beaucoup de bêtises depuis cinq ans. La question fiscale en Grèce est une question de légitimité de l'État. Nous, Français, avons un État de mille ans. Nous avons bu avec le lait de notre mère l'idée que l'État était le défenseur du bien commun, de la *Res Publica*, et que ce que nous payions en impôts revenait en services. Les Grecs ne perçoivent pas leur État de la même manière. L'État grec date de 1830 et il a été constamment entre des mains étrangères. Sans refaire ici l'histoire de deux siècles, je rappellerai la « bavarocratie », puis la « xénocratie », quand les gouvernements grecs allaient chercher leurs ordres dans les ambassades occidentales. Les Anglais et les Français ont ensuite installé un « gouvernement d'occupation » au moment de la guerre de Crimée, puis ils sont intervenus en 1917 pour renverser le roi pro-allemand qui avait renvoyé un gouvernement pro-Entente. L'Angleterre a imposé une restauration dont les Grecs ne voulaient pas après la deuxième guerre mondiale puis la guerre civile a mis le gouvernement dans la dépendance des États-Unis jusqu'en 1974... L'État grec a été trop souvent l'instrument d'un impérialisme étranger pour être perçu comme le défenseur du bien commun.

De plus, jusqu'à la victoire de Syriza, il est entre les mains d'une toute petite caste sociale qui a détourné le suffrage universel, par le clientélisme, pour se maintenir au pouvoir et assurer la pérennité de ses privilèges fiscaux. C'est elle qui est responsable à la fois du clientélisme, de la « grande corruption », de l'évasion fiscale, du fait que les Grecs considèrent avec raison que les impôts qu'ils payent ne leur reviennent pas suffisamment en services. Là est en effet la question : le problème n'est pas que les gens ne payent pas leur impôt ou omettent d'édiiter une facturette, le vrai problème est que le capital échappe

massivement à l'impôt. Il faut ajouter que la Troïka a installé en Grèce un système de pression fiscale absolument hallucinant. Tandis qu'on coupait de 40 % les revenus des Grecs, on multipliait les taxes et on augmentait les impôts à de multiples reprises, si bien qu'on a pu vérifier une fois de plus le vieil adage que « trop d'impôt tue l'impôt ».

Mais la Troïka ne s'est jamais souciée des privilèges fiscaux de la caste qu'elle entendait voir se maintenir au pouvoir, puisque c'était elle qui appliquait sa politique et que les hausses d'impôt ne touchaient en réalité que les classes moyennes et les plus pauvres. En cela, elle ne s'attaquait nullement à la question fiscale, renforçant au contraire l'idée que l'État était, comme toujours, l'instrument d'une caste au service d'un pouvoir étranger.

Syriza est le premier gouvernement qui dit vouloir s'attaquer à la question fiscale, c'est-à-dire à la sous-imposition du capital, à la « grande fraude » et à la « grande corruption » qu'un ministre, ancien magistrat, est enfin chargé de combattre sérieusement. Il a aussi décidé d'étaler en 100 mensualités la dette fiscale des particuliers qui, du fait de la hausse de la pression fiscale ne pouvait plus payer. Il a aussi élaboré une loi, qui provoque le fort mécontentement de la BCE, interdisant la saisie du domicile principal (si celui-ci ne dépasse pas une certaine valeur) des contribuables qui ont une dette au fisc.

FREDERIQUE MATTER

Angela Merkel aurait dit qu'elle ne voyait pas d'inconvénient à ce que la Grèce sorte du système euro. Si c'est exact, la menace de la sortie de l'euro cesse d'être un levier pour les négociations.

THANOS CONTARGYRIS

Je ne crois pas que Mme Merkel se soit jamais montrée favorable à une sortie de l'euro de la Grèce.

Mais je ferai un parallèle : pendant très longtemps, la Grèce a opposé son veto à l'entrée de la Turquie en Europe, ce qui, au fond, arrangeait beaucoup de pays qui ont été bien ennuyés quand elle a levé ce veto. Dans les rapports internationaux, on avance parfois des choses pour provoquer le contraire. Mme

Merkel a pu brandir la sortie de l'euro comme une menace destinée à effrayer les électeurs grecs pour qu'ils votent bien : il ne peut y avoir que l'enfer hors de l'euro !

OLIVIER DELORME

Durant les campagnes électorales de 2012 et 2015, elle est en tout cas intervenue à plusieurs reprises pour appuyer les partis pro-Troïka et leur discours selon lequel si les Grecs votaient Syriza ou si la Grèce sortait de l'euro, les retraites et les salaires ne seraient plus payés !

FABRICE TAMPIGNY

Je poserai une question peut-être un peu technique mais qui peut avoir des répercussions politiques. On a dit tout à l'heure que la monnaie commune n'introduisait pas de hausse des taux d'intérêt. Mais, pour une entreprise ou un particulier qui a contracté un emprunt auprès d'une banque aujourd'hui, le passage à la monnaie commune va-t-il entraîner le remboursement de sa dette dans la monnaie du pays ou dans l'euro, monnaie commune de référence ?

DOMINIQUE GARABOL

La monnaie est celle du pays de la banque. Si le prêt a été contracté en France, il est converti en monnaie nationale et s'il a été contracté dans une banque dans un autre pays européen, le prêt est en euro.

FRANÇOIS-XAVIER BRETON

Vous avez parlé de la Russie, de la Chine, mais comment les États-Unis suivent-ils la situation en Grèce ? Il est question de la sortie de la Grèce de l'euro, voire de l'Union Européenne. Pourrait-elle sortir de l'OTAN ? OTAN qui sans doute intéresse les États-Unis plus que l'Union européenne.

D'autre part, quel est le rôle des diasporas grecques de par le monde, notamment la diaspora grecque aux États-Unis ? Il me semble que jusqu'à présent les immigrés Grecs étaient plutôt démocrates, notamment ceux de New York. Peuvent-ils avoir un rôle sur la scène américaine et, plus largement, sur la perception que les États-Unis peuvent avoir de la Grèce ?

THANOS CONTARGYRIS

Les États-Unis sont des observateurs très mobilisés sur cette affaire. Peu après l'arrivée au pouvoir du gouvernement Tsipras, à la première réserve émise sur la politique de l'Union européenne vis-à-vis de l'Ukraine, Obama est immédiatement intervenu pour conseiller à ceux qui gouvernent l'Europe de desserrer l'étau sur la Grèce. Il s'agissait pour lui d'indiquer que la question grecque n'était pas simplement une question financière interne à l'Union européenne mais que les enjeux géopolitiques devaient être pris en compte par ceux qui prétendent exercer une hégémonie en Europe parce qu'il y va de leur responsabilité d'assurer que cette hégémonie ne soit pas contraire aux intérêts plus globaux des États-Unis et de l'Europe, donc de l'OTAN. La position américaine a été répétée lorsqu'Alexis Tsipras s'est rendu à Moscou le 8 avril dernier. Les Américains suivent cela de près et émettent des messages qui signifient au gouvernement grec qu'il ne doit pas aller trop loin et aux dirigeants européens qu'ils ne doivent pas pousser les Grecs à aller trop loin. On peut penser que les États-Unis ne resteraient pas complètement étrangers et neutres si des décisions prises par l'Union européenne risquaient de pousser la Grèce à faire des pas trop importants vis-à-vis de la Russie notamment. Si ce problème se présentait, il est probable que les États-Unis essaieraient d'y remédier de différentes manières.

La diaspora grecque aux États-Unis a toujours été démocrate mais, en même temps, elle a toujours eu tendance à soutenir les forces politiques de droite en Grèce. Il est intéressant de noter que, cette fois-ci, la diaspora semble être prise par le mouvement général de soutien au nouveau gouvernement grec, quoi qu'il soit de gauche, ce qui est contraire aux pratiques habituelles de cette diaspora qui pourrait donc être mieux utilisée dans la période qui vient.

La diaspora grecque aux États-Unis n'a pas toujours été démocrate. Sous les Colonels, le ministre de l'Ordre public est un ancien cadre de l'Esso-Pappas (pétrochimie) : le Gréco-Américain Tom Pappas est le financier de la campagne présidentielle de Richard Nixon et lui rallie un autre Gréco-Américain Spiro-Agnew (né Theodore Spiro Anagnostopoulos) qui devient vice-président et apporte sa caution à la dictature en faisant le voyage d'Athènes en 1971.

Mais il est vrai que plusieurs membres du gouvernement actuel sont passés par des fondations démocrates américaines. Il y a donc des liens, des canaux d'information entre le gouvernement grec et l'administration américaine qui ne sont pas forcément des canaux officiels.

Quelques jours après l'élection du gouvernement Syriza, Obama a dit : « *On ne peut pas continuer à pressurer un pays en pleine dépression* »³³, des mots forts qui ont surpris en Europe.

Dans l'état où est aujourd'hui la Méditerranée orientale, la Maison blanche est peut-être également en train de réévaluer la position stratégique de la Grèce. La base aérienne de Souda, en Crète, est l'aéroport le plus proche d'une Libye en plein chaos. Les Russes sont en train de redéfinir une politique méditerranéenne : Poutine n'a pas lâché Assad et, récemment, il a été très bien reçu par le Maréchal Sissi en Égypte, auquel Washington bat froid. Enfin, la Turquie a de quoi inquiéter les Américains, à la fois par la dérive autoritaire et mégalomane d'Erdogan et sa réislamisation de la société, mais aussi par son jeu trouble à l'égard de Daech, les facilités que la Turquie laisse à ses combattants sur son territoire et qu'elle refuse aux Kurdes, le transit des armes et surtout le pétrole de contrebande qui est une des principales ressources de Daech, qui est évacué par la Turquie et acheté par des Turcs qui le commercialisent ensuite sur le marché mondial.

³³ Déclaration de M. Obama sur CNN le 1^{er} février 2015. Il ajoutait : "*A un moment donné, il faut une stratégie de croissance pour pouvoir rembourser ses dettes*"

Aucun des orateurs n'a évoqué l'église orthodoxe. Y a-t-il de ce côté un gisement de richesses qui pourrait être mis à contribution ?

À la différence de l'Eglise catholique qui fonctionne selon un modèle pyramidal, les églises orthodoxes ont un fonctionnement horizontal. L'Eglise orthodoxe, ce n'est pas *une* Eglise mais 80 000 paroisses (plus que de communes) et 750 fondations. D'autre part, étant donnée la faiblesse de l'État social grec, l'église remplit toutes sortes de tâches qui devraient être du ressort de l'État (orphelinats, hôpitaux psychiatriques, hôpitaux pour enfant handicapés, bourses, foyers d'étudiants, etc.). On peut penser que si on demandait aujourd'hui à l'Eglise de payer plus d'impôts elle serait tentée de se désengager du secteur social. D'autre part, si l'Eglise n'est pas imposée sur sa fortune, elle paye des impôts sur ses revenus, les dons, les legs. De surcroît, il n'est pas facile d'évaluer un patrimoine global car chacune des 80 000 paroisses et 750 fondations possède ses propres biens qui sont gérés par des conseils en partie composés de laïcs. Enfin, il est vrai que l'Eglise est le deuxième propriétaire foncier du pays (après l'État) mais, comme la réforme agraire a concerné 80 % des terres agricoles, l'essentiel de la fortune foncière de l'Eglise consiste aujourd'hui en terres ne produisant aucun revenu. Restent les terres de bord de mer qui se sont valorisées et les terres en périphérie des villes qui se sont urbanisées. Mais il serait faux de dire qu'en Grèce la question fiscale va se régler par l'imposition de l'Eglise. La question est beaucoup plus complexe et il faudrait d'abord évaluer la richesse de chacune des paroisses.

Je voudrais encore ajouter que si, à la veille de la crise, une majorité de Grecs se prononçaient pour la séparation de l'Eglise et de l'État, longtemps impensable en raison du rôle de conservatoire national qu'elle a joué sous les quatre siècles de domination ottomane, la politique de la Troïka, en paupérisant massivement la société, et en rendant nombre de Grecs dépendants d'une aide alimentaire et médicale dont l'Eglise est la principale dispensatrice, cette politique a contribué à remettre l'Eglise au centre du champ social.

Enfin, il faut préciser qu'Alexis Tsipras est le premier chef de gouvernement grec à avoir prêté serment sur la Constitution, non sur les Évangiles et entre les mains de l'archevêque d'Athènes. Ce dernier a en outre assuré le gouvernement que l'Eglise (dont l'ANEL est proche) continuerait son action sociale et qu'elle était même disposée à contribuer au remboursement de la dette du pays qui pourrait prendre la forme d'un partage avec l'État des revenus des biens de l'Eglise qu'une société mixte pourrait être chargée de mettre mieux en valeur qu'ils ne le sont.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Nous sommes édifiés, M. Delorme, et je pense que vous avez gagné un billet pour le paradis. En tout cas, tout ce qu'avaient de très anticonformiste vos propos sera blanchi...

Je voudrais terminer en disant que, si un « Grexident » devait survenir, il serait important que la France mette en œuvre toutes les procédures d'assistance. M. Giscard d'Estaing lui-même a proposé une sortie assistée et amicale. À l'évidence, il faudrait permettre à la Grèce de faire défaut sur une partie de sa dette, proportionnelle à la dévaluation qu'enregistrerait la monnaie grecque, mais il faudrait absolument que des crédits européens aident le peuple grec à traverser une phase qui, au départ, serait difficile mais qui, à terme, lui permettrait de remonter la pente.

Je remercie nos intervenants.

PUBLICATIONS RECENTES

UNE POLITIQUE DU TRAVAIL

Colloque du 9 janvier 2012

LA RÉFORME DES BANQUES

Colloque du lundi 23 janvier 2012

APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE

Table ronde du lundi 13 février 2012

L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?

Colloque du lundi 24 septembre 2012

L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?

Colloque du lundi 10 décembre 2012

OCCIDENT ET MONDIALISATION

Colloque du lundi 21 janvier 2013

LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

Colloque du lundi 11 février 2013

NOUVEAU PACTE SOCIAL : MODE D'EMPLOI

Colloque du mardi 21 mai 2013

LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE NOUVEAU CONTEXTE ÉNERGETIQUE MONDIAL

Colloque du lundi 17 juin 2013

LE PROJET DE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Colloque du lundi 16 septembre 2013

L'EXCEPTION CULTURELLE

Colloque du lundi 14 octobre 2013

REFAIRE L'EUROPE ?

APERÇU RETROSPECTIF ET ESQUISSE D'UNE POLITIQUE

Colloque du lundi 2 décembre 2013

L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ? RÉPONSES

Table ronde du lundi 20 janvier 2014

LE MAGHREB ET SON NORD

Colloque du lundi 17 février 2014

GUERRES DE RELIGIONS DANS LE MONDE MUSULMAN ?

Colloque du lundi 31 mars 2014

LA GUERRE DES MONNAIES ?

Colloque du lundi 28 avril 2014

**ÉTATS-UNIS - CHINE, QUELLES RELATIONS ?
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ?**

Colloque du lundi 2 juin 2014

LA RÉFORME BANCAIRE : POMME DE DISCORDE ?

Colloque du lundi 23 juin 2014

LA RUSSIE EN EUROPE

Colloque du mardi 23 septembre 2014

RÉPUBLIQUE ET NUMÉRIQUE

Colloque du lundi 28 octobre 2014

LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

Colloque du lundi 8 décembre 2014

QUE PEUT FAIRE LA FRANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?

Colloque du lundi 15 décembre 2014

L'INGERENCE

Colloque du lundi 19 janvier 2015

LA FRANCE ET LA RÉPUBLIQUE FACE À LA RADICALISATION

Colloque du lundi 9 mars 2015

**L'EURO EST-IL SOUTENABLE ?
LE NOUVEAU TEST DE LA GRECE**

Colloque du lundi 13 avril 2015

NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et Pierre Hess, Inspecteur de l'Education nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** »
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015)
- **Kevin Limonier**, allocataire de recherche et moniteur d'enseignement supérieur, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, doctorant-allocataire de recherche au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Le Royaume-Uni et l'Europe ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **Pour les marchés, le risque sur la dette française reste sept fois plus important qu'avant la crise** » (tribune parue dans La Tribune le 8 octobre 2014)
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)
- **Jean-Michel Naulot**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Crise de l'euro : regarder les réalités en face** »
- **Jean-Michel Quatrepoint**, journaliste économique, et **Jean-Luc Gréau**, économiste, membres du conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro** »

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- **Chine, Occident, deux visions de la mondialisation**, note de lecture du livre de Régis Debray, essayiste, philosophe et médiologue, et de Zhao Tingyang, figure intellectuelle chinoise et professeur de philosophie à Harvard « *Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident* » (Les Arènes ; 2014), par Paul Zurkinden.
- **La France dans le nouveau « Kriegspiel » mondial**, note de lecture du livre de Jean-Michel Quatrepoint, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, journaliste économique, « Le Choc des Empires » (le débat Gallimard ; mars 2014), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Décryptage de la crise financière internationale**, note de lecture du livre de Jean-Michel Naulot, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, membre du collège de l'Autorité des Marchés financiers de 2003 à 2013, « *Crise financière. Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Seuil ; 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Le modèle allemand au-delà des mythes**, note de lecture de « *Made in Germany – Le modèle allemand au-delà des mythes* » (Seuil, janvier 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Stratégie électorale: It's the people, stupid!**, note de lecture de « *Porte à porte, reconquérir la démocratie sur le terrain* » de **Guillaume Liegey, Arthur Muller et Vincent Pons** (Calmann-Lévy, avril 2013), par Julien Landfried, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, parue sur le Huffington Post, le 23 mai 2013.
- « **Vers "l'économie des besoins" »**, note de lecture de « *L'Economie des besoins – Une nouvelle approche du service public* », de **Jacques Fournier** (Odile Jacob, février 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en juin 2015